



Publication «CCIA-BML»



11. Charles Arbid : « Nous comptons consolider le rôle du CES comme levier du dialogue »



5. Défait de paiement, dévaluation de la livre, les craintes restent vives



15. La Chambre de commerce et d'industrie du Sultanat de Oman en visite à Beyrouth



17. Le regard de Luciano Rispoli sur la francophonie au Liban



19. Farid Aractingi : « J'appelle à la synergie entre tous les acteurs sur la scène économique franco-libanaise »



21. Keefak, The Lebanese Arabic Language Mobile Application



24. Cardinal Al-Raii to Dabboussi: «Your national project is a dream that we expect to implement with great joy»



27. The International Tasting Day and the Lebanese Arak Day in Zahle

EN FRANÇAIS

- 3. Actus du mois
- 5. Défait de paiement, dévaluation de la livre, les craintes restent vives
- 7. Réforme et relance : les grands défis
- 9. Les leçons de Touch
- 11. Charles Arbid : « Nous comptons consolider le rôle du CES comme levier du dialogue »
- 15. La Chambre de commerce et d'industrie du Sultanat de Oman en visite à Beyrouth
- 17. Le regard de Luciano Rispoli sur la francophonie au Liban
- 19. Farid Aractingi : « J'appelle à la synergie entre tous les acteurs sur la scène économique franco-libanaise »

IN ENGLISH

- 21. Keefak, The Lebanese Arabic Language Mobile Application
- 23. The Chamber of Tripoli-north lebanon on the National scene
- 27. The Chamber of Saida and South Lebanon
- 29. The Chamber of Zahlé and Bekka
- 31. SDG 9: Industry, Innovation and Infrastructure
- 35. Lebanon in Figures
- 37. Trainings
- 38. Exhibitions, Conferences & Business Opportunities



LEBANON BUSINESS DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonbusinessdirectory.com

Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)

CCIA-BML, Email: Led@ccib.org.lb

Benefit from our online services
Connect now to our digital platform
<https://online.ccib.org.lb>



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان



ACTUS DU MOIS

Le Premier ministre inaugure l'avancement des travaux d'agrandissement de l'aéroport



Le Premier ministre libanais Saad Hariri a inauguré le 21 août la 2e phase des travaux d'agrandissement et d'amélioration de l'infrastructure de l'Aéroport international de Beyrouth qui souffre depuis des années d'une congestion, provoquant régulièrement d'interminables files d'attente pour les passagers. Étaient à ses côtés, les ministres des Transports et des Travaux publics, Youssef Fenianos, de l'Intérieur, Raya el-Hassan, des Télécommunications, Mohamed Choucair, de l'Information, Jamal Jarrah, du Tourisme, Avédis Guidanian, de l'Économie, Mansour Bteich, ainsi que le député Nazih Njeim et des responsables sécuritaires et administratifs. « Je suis conscient que les passagers souffrent encore de la congestion à l'aéroport, c'est

la raison pour laquelle j'ai voulu venir en personne pour constater cela. Les travaux se poursuivent et notre objectif est de rendre le passage par l'AIB agréable », a affirmé le Premier ministre lors d'une conférence de presse. Il s'est aussi dit conscient du retard que les travaux ont accusé. « Mais nous poursuivons nos efforts pour améliorer l'infrastructure de l'aéroport. (...) C'est le citoyen libanais qui nous réclamera des comptes au final. C'est pour cela que nous devons le respecter », a ajouté Saad Hariri. L'AIB peut accueillir un maximum de 6 millions de passagers par an, un seuil qu'il dépasse systématiquement depuis 2013. En 2018, il a accueilli 8 842 442 voyageurs, entre les arrivées, les départs et les transits, selon les chiffres officiels. Pour pouvoir gérer au mieux les flux de voyageurs, des travaux d'élargissement ont été lancés en février dans le cadre d'un projet financé par l'Union européenne.

Mohamed Choucair reçoit le ministre yéménite de la Planification et de la Coopération internationale



Le ministre des Télécommunications, Mohamed Choucair, s'est dit très heureux d'avoir reçu le 2 août la visite du ministre yéménite de la Planification et de la Coopération internationale, Najib Mansour Ouj, accompagné pour l'occasion de l'ambassadeur du Yémen au Liban, Abdallah Abdel Karim Al-Deis. Au cœur des discussions entre les deux bords : les moyens de développer les relations économiques bilatérales. À l'issue de l'entretien, Mohamed Choucair a affirmé devant les journalistes qu'« il s'était accordé avec le ministre yéménite pour tenir une rencontre économique élargie regroupant les secteurs privés des deux pays en septembre 2019 à Beyrouth ». De son côté, Najib Mansour Ouj a qualifié les relations de son pays avec le Liban de « fraternelles », saluant le secteur privé libanais pour son rôle au Liban et à l'étranger.

Réunion préparatoire à la CCIA BML de la conférence « Promotion de l'agriculture au Liban »



Le comité d'organisation de la conférence pour le développement de l'agriculture au Liban a tenu une réunion le 9 août dans les locaux de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban pour compléter les préparatifs de cette conférence qui se tiendra le 24 septembre à l'hôtel Phoenicia, sous le haut patronage du Premier ministre Saad Hariri. Ont notamment participé à cette rencontre, des représentants du ministère de l'Agriculture, de l'Union des syndicats agricoles, de la Fédération des chambres libanaises, de l'Union des éleveurs de volaille, de la Chambre

de Beyrouth et du Mont-Liban, de la Chambre de Tripoli et du Nord-Liban, de la Chambre de Sidon et du Sud, de la Chambre de Zahlé et Bekaa et du groupe de presse Al Iktissad wal Aamaal (économie et entreprises). Cette conférence d'envergure est organisée par le ministère de l'Agriculture, le bureau économique de la présidence du conseil des ministres, l'Union générale des syndicats agricoles du Liban et la Fédération des chambres du Liban, en coopération avec le groupe de presse. Durant cette rencontre, le président du comité agricole de la Fédération des chambres libanaises, Rafael Debbané, a déclaré : « La conférence revêt une importance particulière à plusieurs niveaux, car elle suscite une attention officielle importante, reflétée par la participation d'un certain nombre de ministres, de syndicats et de coopératives agricoles, d'experts spécialisés, d'entreprises du secteur privé et d'institutions internationales, ainsi que de discussions sur un certain nombre de questions importantes pour le secteur, comme l'augmentation de la superficie agricole, de la terre et de l'eau, la protection du produit national et la transition vers une agriculture non traditionnelle ».



ACTUS DU MOIS

Salamé parmi les meilleurs gouverneurs de banques centrales pour la 4e année consécutive



Le magazine Global Finance a honoré le 9 août le gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé, pour la quatrième année consécutive, lui décernant une médaille à Washington pour sa nomination en tête de liste des gouverneurs des banques centrales dans le monde, en obtenant la classe A.

Le nombre de passagers à l'AIB en hausse de 4% fin juillet



Le nombre de passagers à l'aéroport Rafic Hariri (AIB) a augmenté de 4% fin juillet, avec 5 036 237 voyageurs (arrivées, départs, transits), contre 4 842 665 sur la même période en 2018, d'après les chiffres de l'AIB. Le nombre d'arrivées a augmenté de 2,2% en glissement annuel avec 2 586 794 passagers, tout comme le nombre de départs qui a augmenté de 4,8% avec 2 419 639 passagers sur la même période.

Égalité des sexes : l'AUB lance un nouvel indice de contribution économique



L'Université américaine de Beyrouth (AUB) a reçu une subvention de 1,5 million de dollars de l'Initiative de partenariat du Moyen-Orient (MEPI) pour mettre au point un indice qui mesurera les contributions économiques des femmes et les défis auxquels elles sont confrontées dans les pays de la région MENA.

Taxes sur les billets d'avion : l'aviation civile informe les compagnies aériennes des changements



La direction générale de l'aviation civile a notifié les compagnies aériennes opérant au Liban des modifications apportées dans le budget pour 2019 sur les taxes émises sur les billets d'avion et qui devaient être appliquées à tous les billets émis à partir du 1er août. Selon le texte, voté le 19 juillet et signé le 31 juillet par le président Michel Aoun, la taxe applicable aux voyageurs en classe affaires est passée de 110 000 à 125 000 livres (73 à 83 dollars), tandis que celles pour les premières classes, de 150 000 à 200 000 livres (100 à 133 dollars). Quant à la taxe imposée aux passagers de jets privés, elle, est passée de 450 000 à 400 000 livres (environ 300 à 265 dollars). Celle sur les billets en classe économique a enfin été maintenue à 50 000 livres (33 dollars), alors qu'il était question de l'augmenter à 75 000 livres (50 dollars).



ECONEWS
The Chambers Newsletter

PUBLICITÉ

Information tarifs

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	\$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	\$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	\$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	\$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb

Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.259 / 272



Défaut de paiement, dévaluation de la livre, les craintes restent vives

Sasha Bustros

Les réserves en devises de la Banque centrale sont-elles réellement insuffisantes ?

Les craintes sur la stabilité monétaire et les capacités de l'État à honorer sa dette n'ont pas été dissipées ces derniers mois en dépit de la formation d'un nouveau gouvernement et de nouvelles ingénieries de la Banque centrale visant à doper le niveau de ses réserves en devise.

Pis encore, ces appréhensions vont crescendo depuis quelque temps à mesure que les indicateurs économiques s'avèrent toujours dans le rouge malgré la «normalisation» politique et que les réserves en devises de la Banque du Liban (BDL) continuent de reculer.

Sur le plan des Finances publiques, si le parlement a fini par voter le budget d'austérité adopté un mois plus tôt par le gouvernement, certains mettent en doute la capacité de l'Etat à honorer ses promesses en matière de baisse du déficit, en raison du retard dans l'adoption du budget et des perspectives de croissance ternies par les récentes tensions liées à l'incident de Qabr Chmoun.

Ce mois, la banque américaine Goldman Sachs a été jusqu'à mettre en garde contre un éventuel défaut de paiement.

«La détérioration constante des liquidités en devises du Liban augure d'une possible dégradation de la note souveraine à CCC», a souligné la banque, en prévision de la révision le 23 août de la note accordée par l'agence S&P au Liban - finalement maintenue à «B-» avec une perspective «négative».



En parallèle, la dernière ingénierie financière menée par la BDL fin juin a certes «contribué à renflouer les réserves en devises, mais la croissance des dépôts s'est avérée négative en mai pour la première fois depuis plus de dix ans», a prévenu Goldman Sachs.

Réserves : baisse de neuf milliards en un an

Mais qu'en est-il exactement? Et quels sont les dangers réels?

Pour mieux cerner les risques et les enjeux actuels, un aperçu historique s'impose.

Pour rappel, les réserves de la BDL constituent depuis 1997 un «fonds de commerce», une soupape indispensable ayant permis à la Banque centrale de maintenir la valeur de la livre à un taux fixe, après son indexation au billet vert il y a plus de deux décennies (1 dollar = 1.507,5 livres).

Le mécanisme est simple: lorsque les conversions vers le dollar augmentent, sur fond de crise, la

BDL intervient sur le marché des changes pour acheter l'excès de livres vendues par les clients à l'aide de ces réserves en dollars.

Cela s'est produit à plusieurs reprises dans l'histoire contemporaine, notamment après l'assassinat en 2005 de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, durant la guerre de 2006 et maintes fois depuis le début de la guerre en Syrie.

Sur le seul mois de novembre 2017, après la démission surprise depuis Riyad du premier ministre Saad Hariri, la BDL a dû puiser plus de 800 millions de dollars dans son stock de réserves étrangères pour éviter une dévaluation de la livre.

En 22 ans, cette politique s'est avérée à toute épreuve, y compris dans les pires moments.

Et le stock des réserves en devises - alimenté par les flux monétaires en provenance de l'étranger, principalement les IDE, les transferts d'émigrés et les recettes touristiques - ont augmenté de 3 milliards de dollars en juin 2002 à un pic historique



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان



de 45 milliards en mai 2018, hors réserves en or.

Ce niveau culminant avait été atteint à la faveur de plusieurs opérations d'échange de titres de dette (swaps) entre la BDL et les banques commerciales, connues sous le nom d'«ingénieries financières».

Mais depuis mai 2018, les réserves n'ont eu de cesse de reculer, sur fond d'incertitudes liées à un vide gouvernemental prolongé, de faibles flux externes, d'un tassement des ingénieries, vivement critiquées par le FMI, et du remboursement d'une dette de l'Etat par la BDL.

En douze mois, elles ont ainsi chuté d'environ neuf milliards de dollars, à 36 milliards, suscitant la crainte des institutions et agences internationales sur la pérennité du régime monétaire en place.

Petite lueur

Mais cette baisse était également due au paiement par la BDL d'une partie de la dette de l'Etat arrivée à échéance en puisant dans ses réserves en devises, selon son gouverneur, Riad Salamé.

«Nous avons payé au cours des cinq premiers mois de l'année l'équivalent de 3,2 milliards de dollars en eurobonds et lettres de crédit», avait indiqué M. Salamé en juillet dans un entretien avec L'Orient-Le Jour.

«Nous constatons depuis juin un retour au calme sur le marché des changes en ce qui concerne les conversions de livres en devises», avait-il ajouté, martelant que «la Banque centrale reste déterminée à protéger le taux de change actuel».

Ces dernières semaines, les réserves ont commencé à remonter la pente, tirées vers le haut par un

début de hausse des dépôts bancaires.

Elles ont atteint 37,3 milliards de dollars à la mi-août, augmentant de plus de 850 millions de dollars depuis début juillet, selon la Bank Audi, qui a fait état d'une «atmosphère calme sur le marché des changes» après le dénouement positif à l'incident de Qabr Chmoun qui avait paralysé le gouvernement durant un mois.



LA BAISSÉ DES RÉSERVES EN
DEVICES EST ÉGALEMENT
DUE AU PAIEMENT PAR LA BDL
D'UNE PARTIE DE LA DETTE
DE L'ETAT



Selon les statistiques les plus récentes, les dépôts du secteur bancaire ont augmenté de plus de 1,3 milliards de dollars durant le seul mois de juin, répartis presque également entre résidents et non-résidents.

D'autres indicateurs laissent également espérer une confirmation de cette tendance haussière et un renflouement des réserves de la BDL: le nombre de touristes a augmenté de 8% durant le premier semestre de l'année, tandis que les dépenses touristiques ont progressé de 12% sur la même période, selon le ministère du Tourisme.

Les recettes touristiques avaient déjà augmenté de 10% en 2018, pourtant l'année la plus sombre sur le plan économique depuis le début du conflit syrien, à 8,4 milliards de dollars.

Idem pour les investissements directs étrangers (IDE), longtemps en berne, qui ont progressé de 14% l'an dernier, à 2,9 milliards, en dépit de la mauvaise conjoncture.

Quant aux transferts d'émigrés, ils ont également connu une croissance positive quoique modeste (+1,8%), totalisant 7,2 milliards de dollars en 2018.

Selon des experts, ces indicateurs laissent envisager une année 2019 aux résultats au moins similaires, au mieux plus encourageants et susceptibles de faire progresser, ne serait-ce que progressivement, le niveau des réserves de la Banque centrale et consolidé ainsi son pouvoir d'enrayer un éventuel défaut de paiement ou une dévaluation de la livre.

D'autres experts minimisent en outre le tapage actuel autour de la question du niveau des réserves, rappelant que celui-ci reste largement confortable comparé à moins de 9 milliards en février 2005, lors que l'assassinat de Rafic Hariri avait provoqué un séisme politique inédit dans le pays, et 10,6 milliards durant la guerre de juillet 2006.

La différence en revanche avec ces années de «référence», selon des observateurs moins optimistes, est que le pays jouissait à l'époque d'une dynamique générale et d'une croissance plus propice à une reprise rapide et à un renflouement du stock de réserves. Et pas que localement, mais aussi dans la région et à l'échelle internationale.



Réforme et relance : les grands défis

Roger Khayat

Nous avons suivi l'odyssée des réformes budgétaires et les déclarations fracassantes anti-corruption sur fond d'une ferme volonté de maintenir la parité de la livre. Mais c'est à peu près tout qui se fait pour combattre la crise. L'espoir est lié aux projets de la conférence CEDRE, au plan McKinsey et à l'exploitation des hydrocarbures.

Cependant une crise est avant tout une décélération anormale (non-cyclique) de l'activité économique qui se manifeste par la recrudescence des faillites et du chômage et l'effondrement des actifs. On ne voit pas comment les mesures d'économie et la moralisation du secteur public pourraient créer la dynamique nécessaire pour mettre à profit ces projets.

L'appareil économique s'est rouillé par manque d'entretien et par négligence notoire. L'absence de budget durant 12 ans est à la fois symptomatique et inexplicable. Un État est géré par le budget.

Le résultat est catastrophique. Le plus grave est que l'État manque apparemment de savoir-faire. Quelle est l'administration qui a donné une analyse objective de la situation et proposé des solutions ? Où sont les think tanks des partis politiques ou des organisations de la société civile qui auraient pu relayer l'administration pour éclairer notre lanterne et nous mettre sur la voie ?

Les défis majeurs

Le recul de la productivité. L'évaporation d'un tiers de l'exportation ces dernières années, de 4,5 milliards de dollars en 2012 à 2,9 milliards en est la preuve la plus tangible. L'affaiblissement du chiffre d'affaires et la détérioration



consécutives des coûts de production apparaissent comme les principales causes de la baisse de productivité.

Le recul de la demande. L'indice de consommation au détail établi par l'Association des commerçants de Beyrouth en collaboration avec la Fransabank s'établit à 54,25 à fin 2018 ; base 100 fin 2011. L'indice de la Lebanese Franchise Association et de la CCIA-BML recoupe ces chiffres sur la même période.

Déficit du budget et du commerce extérieur. Le double dé-

ficit est reconnu comme un phénomène grave à colmater dans les plus brefs délais. Le déficit budgétaire serait dans le meilleur des cas équivalent à 7,6% du PIB cette année, et le déficit du Compte courant de l'ordre de 12 milliards de dollars. Le premier chiffre prévoit la hausse de la dette publique, et le second les besoins en devises de la banque centrale.

Corruption. Dans tous les pays du monde la corruption est l'affaire de la justice. Sur le plan moral, c'est une priorité. Sur le plan économique la corruption est neutre.





Seule une justice indépendante et courageuse peut mettre un terme à la corruption et surtout inspirer confiance à l'investisseur.

Le cercle vicieux

Ces quatre défis se nourrissent réciproquement pour former une dynamique qui fait échec à toute velléité de solution ou à toute « bonne pratique » censée redresser une situation ou colmater une brèche. Ainsi, le recul de la productivité et celui de la demande sont assimilés à une fatalité, pourtant l'Association des commerçants de Beyrouth et la *Lebanese Franchise Association* les suivent de près. Ce sont les seules statistiques produites par le secteur privé dans les règles de l'art.

Aussi, les économistes sont divisés sur la politique fiscale. Dans une même émission télévisée un économiste rappelle qu'en période de crise il est très dangereux de hausser les impôts car cela accentuerait fortement la déflation ; et dans la seconde fenêtre un autre prône le relèvement de la TVA à 15%, il est vrai, sur les produits de luxe. Le moins qu'on puisse dire est que le premier évite de déprimer la demande mais sans rien proposer pour l'améliorer (il aurait pu suggérer une restructuration des impôts plus favorable à la dépense), alors que le second conçoit un modèle économique fondé sur la performance du secteur public, en somme un modèle monétariste qui ne fonctionne que dans une économie de plein emploi.

Le ministre de l'Industrie parvient difficilement à faire admettre au pays une protection des plus ti-

morées. Les banquiers qui seraient ses alliés objectifs, sont du côté de ses opposants. Miracle si le ministre de l'Économie a pu imposer une taxe de 3% sur une liste de produits qui s'étiole comme une peau de chagrin.

“
PITIÉ POUR LA NATION
DIVISÉE EN FRAGMENTS,
CHAQUE FRAGMENT
SE CONSIDÉRANT COMME
UNE NATION.
Khalil Gibran, le jardin du prophète
”

Enfin, la lutte contre la corruption restera un vœu pieux tant que les magistrats relèvent des leaders politiques et ces derniers de leurs grands électeurs, les rois de la corruption. Malheureusement nous avons assisté maintes fois à la marginalisation de magistrats qui avaient l'estime de leurs confrères et l'admiration de la na-

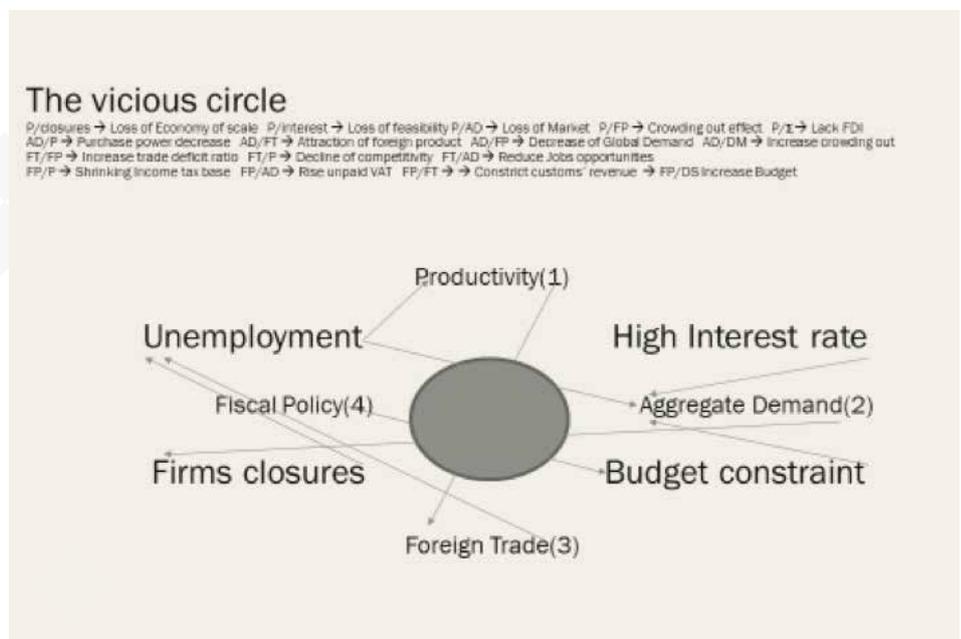
tion. Il n'y aura pas de justice tant que les magistrats dépendent des partis, et que ceux qui refusent une injustice ou un passe-droit sont très vite sanctionnés.

Ainsi s'établit le cercle vicieux:

- Recul de la productivité → Recul de l'export (4,2 milliards de dollars à 2,9 milliards de dollars) → Augmentation du chômage (au-delà de 20%) + Hausse des intérêts réels → Baisse de la demande globale (trappe des liquidités) → Déconfiture des entreprises → Compression des recettes du trésor → Contraintes budgétaires → Nouvelle baisse de la demande → Détérioration supplémentaire de l'activité et de l'emploi → Recul de la productivité

Que propose le gouvernement pour rompre le cercle vicieux ?

L'évaluation fera l'objet de la prochaine édition d'ECONEWS.





Les leçons de Touch

Marilyne Jallad

Le ministre des Télécommunications, Mohamed Choucair, a subi le feu nourri des journalistes durant une conférence de presse le 9 août consacrée à l'acquisition de l'immeuble occupé par l'opérateur de téléphonie mobile libanais « Touch ». Retour sur cette affaire et sur ce que dit la loi sur ce sujet brûlant.

Avant la prise de fonction du ministre Mohamed Choucair, la société avait déjà un contrat de location de 15 ans, dénonçable au bout de dix ans sans préjudice, pour un loyer annuel de 6,4 millions de dollars, majorés de 1,5% par an. Elle a investi d'entrée l'an dernier 24 millions de dollars en aménagements et installations. La loi régissant depuis une quinzaine d'années les relations entre l'État et l'opérateur lui délègue totalement la décision d'investissement sous le contrôle du ministre de tutelle. En vertu de quoi, Touch a acquis la propriété de l'immeuble qu'elle occupe pour 68,6 millions de dollars, payables 23,6 millions de dollars en 2019 (premier versement) et avec un solde de 15 millions de dollars les trois prochaines années. Cette initiative d'achat encouragée par le ministre des Télécoms fait écho aux divers appels de parlementaires, durant les 19 réunions qui ont traité du budget, de réduire les frais de fonctionnement de l'État par l'acquisition de locaux en propriété.

Faisabilité de l'opération

Le choix économique entre location et propriété se calcule à long-terme. Nous savons quel est le montant du loyer vu qu'il a fait l'objet d'un contrat, dans le cas présent 6,4 millions de dollars par an. Quant au coût de la propriété, il est déterminé par

le loyer de l'argent à long terme, compte tenu des frais liés à l'occupation et de la plus-value. La loi libanaise a déterminé à 4% de la valeur vénale (valeur effective) de la propriété les anciens loyers et l'administration des finances évaluée sur cette base la valeur des propriétés vendues pour l'imposition des taxes.

Ce taux n'est pas bas sur le dollar et/ou toute monnaie indexée au dollar, si l'on tient compte que les bons du Trésor américain (10Y T. Notes) rapportent 1,5% sur dix ans.

À long terme, le coût économique de l'immeuble Touch reviendrait, du fait de son acquisition, à 4% de 68,6 millions de dollars soit environ 2,8 millions de dollars par an.

Certains reconnaissent intuitivement les avantages de l'acquisition mais d'autres ont pris ombrage de la dépense cette année de 23,6 millions de dollars alors que par ailleurs des économies ont été réalisées sur les retraites et les frais sociaux. Or, il ne s'agit pas d'une dépense mais d'un investissement susceptible d'une économie conséquente au Budget.

Et cet investissement n'a rien à voir avec les économies budgétaires, qu'elles soient justifiées ou non. Le problème n'est pas dans les liquidités nécessaires pour financer le déficit budgétaire mais dans le déficit budgétaire lui-même, et



cet investissement y contribue à hauteur de 7 millions de dollars environ.

D'autres ont observé les taux d'intérêt servis ces derniers temps au Liban pour juger du coût de l'opération. Or l'acquisition d'une propriété s'évalue sur le long terme. On n'imagine pas que de tels taux puissent durer avec une monnaie stable, l'économie de marché aurait disparu bien avant.

La légalité de l'opération et le management public

Que dit la loi, et pourquoi ? Les deux sociétés Alpha et Touch sont deux entités de droit privé dont l'État n'est pas actionnaire. Donc, a priori, c'est le code de commerce qui régit toutes les décisions qui y sont prises, et le bon déroulement des opérations. Le droit administratif (branche du droit qui régit les entités publiques de l'État) n'est pas applicable. De ce fait, le mécanisme



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان



de gestion de chacune de ces sociétés ne ressemble en rien à la gestion d'une entité publique, et par conséquent ne prévoit pas un rôle quelconque au ministre dans leur gestion effective.

Ceci étant, comme les deux sociétés avaient signé en 2004 avec l'État libanais des contrats de management du secteur de la téléphonie mobile, le ministre des Télécoms est amené, comme représentant de l'ayant droit économique du secteur (l'État), à superviser de près la prise et l'exécution des décisions stratégiques de l'une ou de l'autre société.

Or cette supervision de la stratégie n'est pas suffisante, en tant que telle, pour conférer, de plein

droit, la qualité de « fonds publics » aux fonds propres des deux sociétés qui restent, aux yeux de la loi, des sociétés privées. Il y aurait effectivement une nuance entre les fonds privés d'une société et sa gestion des fonds publics. Par conséquent, cette distinction affecte largement le mécanisme de déboursement de fonds par ces sociétés. Dans ce cas, l'obtention de l'accord préalable de la Cour des comptes (organisme étatique qui supervise le bon emploi de l'argent public), ainsi que l'obtention de la signature du ministre des Finances ne sont pas requises.

C'est donc selon cette perspective, que Mohamed Chouair a demandé à Touch la renégociation de son contrat de bail qui la liait au

propriétaire de l'immeuble, dans le but d'optimiser les charges par un investissement conforme aux directives du gouvernement. Le contrat de bail fut alors remplacé, de commun accord entre le locataire, Touch, et le propriétaire, par un nouveau contrat d'achat, qui a pris en considération le loyer déjà versé, et un paiement partiel, comme acompte du prix total de la nouvelle opération.

Ce changement du type de contrat a engendré, bien entendu, le changement de la qualification de Touch, de simple locataire à nouveau propriétaire. L'immeuble, lui, restera la propriété de l'ayant droit économique.



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

**RENEW YOUR MEMBERSHIP
AT LIBANPOST**





Charles Arbid : « Nous comptons consolider le rôle du CES comme levier du dialogue »

Depuis deux ans, le président du Conseil économique et social œuvre sans relâche à consolider le rôle du CES en tant que « plate-forme de l'action participative et instrument du changement ».

Lors de votre discours d'investiture le 12 décembre 2017, vous aviez déclaré que le CES était « un des piliers de l'État moderne ». Où en sommes-nous presque deux ans plus tard ?

Dès janvier 2018, le CES a fait le pari de l'action dynamique pour remplir pleinement son rôle de lieu du dialogue social entre les représentants du secteur privé et des syndicats ainsi que les représentants des diverses composantes de la société civile, mais aussi en tant qu'activateur de réformes efficaces et inclusives dans le pays. Même si notre avis n'est que consultatif, notre Conseil, formé de 71 membres et dix comités sectoriels, a aussi vocation, en tant qu'institution constitutionnelle représentative et créatrice de consensus, à pousser à la mise en œuvre des réformes indispensables pour le pays et encourager toutes les parties prenantes à agir en ce sens. Dès le début de notre mandat, nous n'avons eu de cesse de plaider en faveur de réformes structurelles au service d'une économie équilibrée aux niveaux sectoriel et régional. Nous avons produit trois documents de base : économique, social et environnemental. Ils sont notre référence en la matière pour promouvoir une économie moderne et inclusive capable d'engendrer une prospérité durable et partagée, voire sur le long terme, un développe-

ment inclusif. Le CES, réactivé en décembre 2017 comme vous le savez, est pratiquement une nouvelle institution. Depuis, nous nous sommes attelés à renforcer ses capacités d'institution indépendante susceptible de structurer le dialogue social au Liban et de rétablir la confiance entre les divers acteurs économiques, en soutenant de solides et transparents partenariats entre les deux secteurs privé et public. À ce niveau, l'accompagnement de l'Union européenne, lequel s'est traduit notamment par un transfert d'expertise, nous a été d'un apport inestimable et nous l'en remercions. Dans cette perspective également, nous avons entrepris des collaborations avec des partenaires internationaux comme l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économiques), susceptibles de nous fournir, ainsi qu'à tous les autres acteurs concernés dans le pays, des orientations sur les normes, les meilleures pratiques et les instruments, pour l'ensemble du processus de réforme. Sur la base de ce cadre conceptuel et du mandat du CES, deux grands séminaires ont déjà été co-organisés au CES, axés sur le dialogue social et le rôle des conseils économiques et sociaux dans le monde et sur la lutte contre la corruption. D'autres séminaires sont prévus à partir du mois d'octobre. Comprenant une compo-



Le président du CES, Charles Arbid.

sante d'apprentissage entre pairs, des expertises étrangères et des études de cas/pays comparées au cas libanais, ces séminaires ont drainé une large participation des décideurs politiques, économiques et sociaux ainsi que des faiseurs d'opinions. Sans oublier la tenue de deux grandes conférences nationales qui ont donné un signal fort à la communauté internationale présente via ses institutions : la première sur l'industrie et la deuxième sur le tourisme. Cette dernière, initiée par la commission touristique du CES, s'est illustrée par la participation de ministres de pays amis mais surtout par un débat marquant avec le chef du gouvernement Saad Hariri auquel notre confrère Wadih Kanaan, président de ladite commission, a soumis un document final en 12 points intitulé « Pour développer un tourisme durable ». Comme vous le savez, le CES émet des avis non contraignants sur les dossiers présentés par le Premier



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

ministre ou de sa propre initiative. Transmis au gouvernement et au Parlement, ceux-ci peuvent permettre de paver la voie à l'élaboration de politiques économiques, sociales, environnementales et culturelles. Tous les projets liés au développement socioéconomique du Liban concernent le CES, dont le rôle n'a pas encore été renforcé dans ses différentes aptitudes. Par ailleurs, le Conseil ambitionne, sur le moyen terme, de couvrir, outre les questions sociales et économiques, les dimensions environnementales et culturelles, à l'instar de ses pairs de par le monde. Des expertises spécifiques sont en cours de développement pour qu'il puisse atteindre cet objectif. Au cours de ces deux années nous avons aussi réussi à développer des relations suivies avec tous les partenaires libanais mais aussi avec les chancelleries amies qui reconnaissent désormais le CES comme un interlocuteur majeur et crédible.

Le rôle du CES consiste donc à institutionnaliser le dialogue entre les différents représentants du secteur privé et les salariés et à formuler des « avis » pour orienter les politiques économiques et sociales du gouvernement. Un dialogue de sourds ou un dialogue encourageant ?

Oui c'est un dialogue encourageant et les preuves sont nombreuses. À commencer par l'initiative que nous avons lancée dès juin 2018 de rassembler, sous la houlette du CES, les experts économiques mandatés par les sept partis politiques libanais les plus représentatifs, autour d'un dialogue économique et social, à un niveau technique, engagé et responsable. Étalaé sur une série de réunions-débats, il a abouti à un rapport intitulé « Une piste pour

réduire le déficit et ajuster les Finances publiques ». Identifiant 22 points touchant aux réformes et à leurs répercussions financières, il a remporté l'adhésion des partis concernés. L'effort fourni par tous pour atteindre un dénominateur commun, nonobstant leur appartenance à des milieux politiques et économiques éminemment différents, était remarquable. Notre tentative n'était pas vaine, bien à l'inverse, puisque le gouvernement actuel s'est engagé à l'application d'un programme de réformes, basé aussi sur les propositions

“
LE CONSEIL AMBITIONNE
À MOYEN TERME DE
COUVRIR LES DIMENSIONS
ENVIRONNEMENTALES
ET CULTURELLES
”

du CES, lit-on dans la déclaration ministérielle. Ceci, en référence, d'une part, à ce rapport, et d'autre part, au programme économique initié par la commission économique du CES. Sur un autre registre, et faisant aussi écho à CEDRE, le CES, via la participation de notre confrère Mazen Soued, président de la commission de productivité, a pris part à l'élaboration du plan McKinsey pour la diversification sectorielle de l'économie libanaise. S'il abonde dans le sens d'une réforme économique structurelle, l'apport du CES gravite autour d'une priorité : améliorer la productivité.

Au cours des deux dernières années, nous avons reçu, pour des échanges ouverts à la presse, tous les groupes parlementaires, ainsi

qu'un grand nombre de ministres, notamment, l'ensemble des ministres femmes, une initiative pionnière en ce sens.

Le CES a tiré la sonnette d'alarme à maintes reprises quant à la dégradation des conditions sociales au Liban, en accordant une priorité à l'éducation. Quel est votre rôle à ce niveau ?

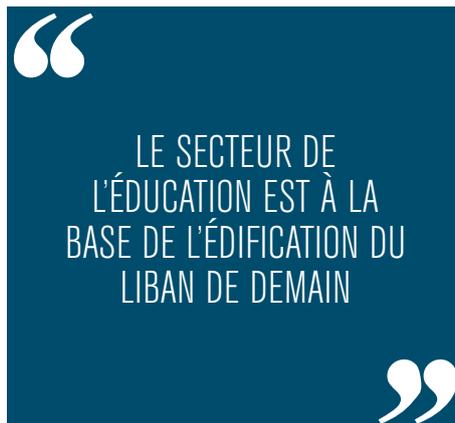
En effet la gravité de la situation, l'augmentation du chômage et de la pauvreté, nous forcent à affronter l'impact d'une désintégration sociétale due aux inégalités et à une répartition injuste des ressources et charges citoyennes, sur laquelle nous Libanais avons trop longtemps fermé les yeux. La cause principale se trouve dans la faiblesse du système de protection sociale. Or, les droits sociaux fondamentaux sont liés de façon inhérente au concept de citoyenneté et ne doivent absolument pas être négligés. Nous avons entrepris d'ouvrir largement le débat social selon deux objectifs : établir des relations de travail propices à la cohésion sociale et désamorcer les tensions sociales. Pour ce faire, nous avons concentré le dialogue au sein du CES sur des thèmes inclusifs tels que la création d'emplois, le droit du travail, la sécurité sociale, la productivité, les avantages non salariaux et les conditions de travail. Nous poursuivons cette dynamique, engagée depuis plusieurs mois, via une réflexion commune et des débats axés sur les problèmes sociaux et sectoriels du pays et les moyens de les solutionner. Dans cette perspective, les travaux de nos comités, nous ont conduit à finaliser et à rendre publiques deux études spécialisées portant sur la politique de l'habitat, le chômage et la création d'emplois. Une troisième étude axée sur les emplois



liés aux nouvelles technologies, menée par la commission technologique et sa présidente, notre consœur Dr. Nora Bayrakdarian est en cours de finalisation et sera rendue publique dans les deux mois à venir. Il est plus que jamais urgent d'élaborer des politiques sociales largement inclusives et de les appliquer. Nous avons toujours appelé à mener la chasse au gaspillage et aux dépenses inutiles et à les réorienter vers les dépenses sociales considérées comme un investissement à long terme.

Dans ce cadre, nous estimons que le secteur de l'éducation est à la base de l'édification du Liban de demain. Les Libanais doivent être égaux au niveau du droit à l'éducation de leurs enfants. Dès lors, il devient impératif à nos yeux de lancer le débat sur la question du coût effectif de l'éducation. Le rôle du CES est surtout de lancer une dynamique de réflexion nouvelle et responsable sur les politiques éducatives en tant que pierre angulaire d'une stratégie sur le long terme, premier remède à l'insécurité sociale et à ses conséquences qui affectent tant les Libanais que l'avenir du pays. D'ailleurs, nous avons lancé il y a un an l'initiative de rassembler, lors d'une série de réunions, les représentants des écoles et des syndicats d'enseignants ainsi que le ministre de l'Éducation et le président de la commission parlementaire de l'Éducation, pour débattre sérieusement des enjeux du secteur éducatif au Liban et de ses défis futurs. Et depuis, nous appelons sans cesse à repenser les politiques publiques en fonction d'un rééquilibrage entre des politiques économiques susceptibles de relancer la croissance et des mesures sociales favorisant l'épanouissement des ressources humaines et la cohésion autour d'un

projet sociétal fédérateur. Notre approche n'est pas une approche revendicative réductrice. Nous cherchons à instaurer un dialogue profond et sérieux entre l'État, les syndicats et toutes les composantes de la société civile, au sens le plus large du terme. Il n'y a pas de meilleure plate-forme pour ce faire que le CES. Nous disons à tout le monde : vous devez vous habituer à la présence et au rôle du CES. Je vous rappelle au passage que ni le président du CES, ni ses membres ne perçoivent de rémunération ou autres honoraires.



Lors d'un séminaire organisé au CES, vous avez déclaré que « combattre la corruption est un vrai projet de relève nationale ». Comment le CES peut-il mener ce combat ?

Le coût économique de la corruption est considérable à tous les niveaux, y compris celui de l'investissement. Mais sa plus grande nuisance tient au fait qu'elle alimente largement le fardeau du déficit public. Dès lors, la lutte contre la corruption ne pouvait être que prioritaire parmi les réformes structurelles « exigées » dans le cadre de CEDRE, car elle ouvre la voie à l'assainissement des dépenses publiques. Le Liban s'est doté récemment d'un arsenal de lois qu'il faut maintenant appliquer.

Au cœur de ce dispositif, la loi sur le droit d'accès à l'information, permet à tout citoyen de s'informer sur les données relatives aux dépenses engagées par les différents ministères et institutions publiques. Encourager l'application de cette loi passe également par un contrôle concerté de plusieurs autorités, dont le CES. En outre, notre Conseil a vocation à mobiliser toutes les parties prenantes : les pouvoirs publics, mais aussi les acteurs économiques et la société civile, porteurs d'initiatives innovantes, surtout si les acteurs non étatiques, disposent d'une expertise indispensable et de relais sur le terrain. Il est donc important de mettre en œuvre des stratégies conjointes, associant tous ces acteurs, y compris la presse. Nous mettons le cap sur cette démarche qui vise à accroître la participation citoyenne aux décisions publiques. Et nous invitons le gouvernement à nous soutenir en organisant des sessions extraordinaires destinées au dialogue social à l'échelle nationale, le CES mettant tout son potentiel à contribution. Notre objectif est de développer encore plus cette dynamique d'échanges et de dialogues, à son tour appelée à jeter les bases d'un nouveau contrat social fondé sur l'égalité des chances. Nous comptons consolider le rôle de notre conseil comme levier du dialogue, plate-forme de l'action participative et instrument du changement. Car c'est seulement dans le consensus et le partage que nous bâtissons, notre pays et l'avenir.



LEBANON BUSINESS DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonbusinessdirectory.com



**Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)**

CCIA-BML, Email: Led@ccib.org.lb



La Chambre de commerce et d'industrie du Sultanat d'Oman en visite à Beyrouth

Une délégation d'hommes d'affaires dirigée par le président de la Chambre d'Oman, Kays Ben Mohamad Al-Youssef, a visité la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban qui a organisé à l'occasion une journée d'information et de travail, en présence du ministre Adel Afiouni, du conseiller du Premier ministre Ghazi Youssef, du président de la Global Lebanese Investors Jacques Sarraf, et des leaders des organisations économiques.

Mohamed Choucair, dans son allocution de bienvenue, a rappelé les contacts suivis avec la Chambre d'Oman depuis son arrivée à la tête de la Chambre en 2010 et les nombreuses délégations qui se sont succédées de part et d'autre, aboutissant à des relations équilibrées et de plus en plus dynamiques. Il s'est promis de développer au maximum les relations économiques entre les deux pays et de contribuer ensemble à la reconstruction de la Syrie le moment venu.

Ghazi Youssef a fait un exposé des plus intéressants sur le programme CEDRE, mettant en relief le rôle de « levier » que doit jouer le secteur privé dans l'application de la loi sur le partenariat public-privé. Ce partenariat a été conçu dès le départ au sens large regroupant à côté des entreprises libanaises leurs principaux partenaires commerciaux où Oman a une place de choix.

Les déplacés sont un problème pour le Liban mais aussi une opportunité, a poursuivi Ghazi Youssef. C'est pour affronter ce problème que le gouvernement libanais a présenté en 2017 un programme de développement à Bruxelles, lequel devait, à l'initiative de la France, devenir le programme CEDRE et qui fut lancé à Paris en avril 2018.

Il est intéressant de rappeler que ce programme couvre un ensemble d'infrastructures et d'activités productives dont principalement : l'adduction d'eau, les égouts, le transport, l'électricité, les communications, le tourisme et l'industrie.

Après lancement du projet, il faut en moyenne 14 mois pour les études

“
COMME LE DIT MAURICE ALLAIS :
« L'ÉQUILIBRE DES ÉCHANGES EST
LE PLUS EFFICACE DES SYSTÈMES ».
AINSI LE COMMERCE AVEC LE
SULTANAT D'OMAN EST PARMIS LES
PLUS BÉNÉFIQUES AU LIBAN.
”

et neuf mois pour la procédure d'attribution. Le ministère concerné doit proposer le projet. Après une étude sommaire du Haut conseil pour la privatisation et les partenariats public-privé, un comité ad hoc est constitué entre le ministère et le conseil pour contracter avec les bureaux d'études et amorcer la procédure de décision qui passe par le conseil des ministres.

Si un groupe privé est intéressé par un projet, il peut s'adresser au ministère concerné. Ghazi Youssef lui



Mohamed Choucair et Kays Ben Mohamad Al-Youssef.

répond « au ministère concerné » ; et à défaut il peut saisir le Conseil qui le dirige vers qui de droit.

D'ores et déjà, l'étude de 18 projets a été lancée, pour une valeur totale de 7 milliards de dollars, consacrés en priorité au « partenariat ». Les hommes d'affaires sont invités à les étudier et à exprimer leur intérêt.

Kays Al-Youssef, président de la Chambre d'Oman et président de la délégation, a accueilli favorablement ces propositions. Il a présenté les projets du Sultanat pour la diversification des sources de revenu. Un plan quinquennal s'étendant entre 2017 et 2022 est en bonne voie pour le développement, à côté des hydrocarbures et des entreprises down stream, des produits de la pêche, de la formation et du tourisme.

Adel Afiouni, ministre d'État pour la Technologie, a affirmé pour sa part que le Liban a un programme pour sortir de la crise stigmatisée

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



«
dernièrement par les agences de notation et qui repose sur les projets CEDRE et le plan McKinsey. Nous sommes à l'époque de la quatrième révolution industrielle où la technologie représente le principal levier de l'économie. Actuellement ce secteur contribue à 3,5% du PIB. Nous avons un plan pour le porter à 7% les cinq prochaines années. Ce plan repose sur des petites et moyennes entreprises qui exportent des services vers le monde entier. Le seuil optimum de productivité est désormais très vite atteint grâce aux moyens modernes de la technologie et bientôt de l'intelligence artificielle.

Cela permettrait de valoriser les compétences des Libanais dans le domaine. Dans le monde entier, on trouve des Libanais responsables dans des sociétés de technologie de l'information et de la communication. Les nouvelles générations n'attendent que l'opportunité dans leur pays.

Jacques Sarraf, président de la Global Lebanese Investors, a reconnu que le secteur public est en crise, contrairement, selon lui, au secteur privé. La mission de l'entrepreneur est de surmonter les difficultés, a-t-il assuré. Dans cette conjoncture, il a déjà réuni les 100 entreprises nationales qui font partie du CLI. Il est à la recherche des 900 autres dans le monde qui veulent en faire partie. L'objectif sont les pays où il y a une large communauté d'affaires d'origine libanaise. Mais l'initiative ne se limite pas aux Libanais. Les Omanais sont invités à en faire partie. Il compte sur Simon Karam, homme d'affaires omanais et libanais, pour diriger le chapitre du Sultanat.

De même, les investissements ne sont pas exclusivement au Liban, mais dans tous les pays où il existe un chapitre du GLI. Ainsi le GLI étudie en ce moment avec un groupe



des États-Unis un investissement pour la transformation de la sépia, une plante qui pousse en Amérique du Sud et qui serait destinée à remplacer avantageusement le sucre sur le plan santé.

Simon Karam, homme d'affaires présent à Oman depuis les années 70 et aujourd'hui dans plusieurs pays du Golfe, et qui a toujours œuvré pour optimiser les relations entre le sultanat et le Liban, a voulu faire part d'une expérience réussie dans le partenariat public-privé. Au moment d'amorcer le plan quinquennal, 250 entrepreneurs se sont réunis et ont travaillé d'arrache-pied sur les projets dont on constate aujourd'hui le succès. Le secret de la réussite est dans la participation du secteur privé dans la conception des projets.

Plusieurs leaders des organisations économiques ont présenté par la suite leurs secteurs d'activités et leur potentiel d'exportation. Un accord fut signé entre le président de l'Association libanaise des expositions et congrès, Elie Rizk, et son homologue omanais sous

les auspices des deux ministres présents Mohamed Choucair et Adel Afioni et du président de la Chambre d'Oman.

Après le déjeuner des réunions se sont tenues sous forme de B2B. On a constaté une dynamique particulière de la Lebanese Franchise Association. Souhaitons que beaucoup d'enseignes libanaises soient bientôt présentes à Oman.



Bienvenue à *ECONEWS*

Enregistrez-vous et recevez gratuitement votre copie digitale.

Envoyer un email à :

Econews@ccib.org.lb

Indiquer s.v.p. vos prénom, nom, institution, adresse email, téléphone.



Le regard de Luciano Rispoli sur la francophonie au Liban

Marilyne Jallad

À la veille de son départ pour Paris où il prendra ses nouvelles fonctions de conseiller politique à l'ambassade de France à l'UNESCO, Luciano Rispoli, conseiller culturel adjoint de l'ambassade de France au Liban, directeur adjoint de l'Institut français et attaché audiovisuel pour la région Liban-Jordanie-Syrie, est revenu pour Econews sur sa mission au Liban qui s'achève après quatre années « courtes mais magnifiques et intenses » comme il aime les décrire.

Son regard s'illumine lorsqu'il parle de la relation franco-libanaise. Luciano Rispoli fait partie de ces diplomates qui ont la passion au cœur de leur mission. C'est d'ailleurs avec nostalgie qu'il quitte Beyrouth et ses attaches, ces amitiés tissées sur la route... Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le Liban le touche autant. Français d'origine italienne et égyptienne, il tient aussi de sa grande mère maternelle un lien réel et profond avec Deir el Qamar qu'il a visité pour la première fois en 1992, bien avant sa prise de fonction à Beyrouth, un 1er septembre 2015.

À quelques jours de votre départ, que dire de vos missions ?

Je quitte le pays le 31 août 2019. J'aurais donc passé quatre intenses et magnifiques années au Liban, dans un pays au dynamisme culturel, donc politique, extrêmement fort. Quatre années passionnantes : l'IFL est une structure comprenant huit antennes (Beyrouth - Jounieh - Nabatiyeh - Baalbeck - Saïda - Tripoli - Tyr - Zahlé) avec 70 personnes à son service, des Libanais et des expatriés, et un budget de plus de 5 millions d'euros, cinq temps forts dans l'année et une activité culturelle très soutenue. J'ai également été conseiller adjoint de coopération et d'action culturelle et piloté, aux côtés de Véronique Aulagnon,

directrice de l'Institut français et conseillère culturelle, tout notre pôle de la coopération éducative, linguistique, judiciaire, universitaire, de santé, etc.

Aviez-vous des préjugés avant d'arriver ? Ou était-ce une belle surprise ?

Au ministère français des Affaires étrangères, être nommé à Beyrouth, c'est une sorte de graal. Nous sommes nombreux à avoir envie de venir vivre à Beyrouth, d'y travailler et surtout d'œuvrer au profit de cette fantastique relation entre la France et le Liban. Cet attrait s'explique notamment par notre intérêt pour le Liban en tant que tel, avec sa diversité de Libanais et sa diversité géographique et culturelle. Parce qu'il est aussi très agréable pour un diplomate d'être dans un pays étranger qui est aussi francophone que le Liban. Le Liban est un des pays amis de la France auquel nous accordons une importance capitale car il est culturellement au carrefour stratégique de tout ce que nous pouvons voir et faire dans la région du Moyen-Orient. Je rappelle que dans les enceintes internationales à chaque fois qu'un pays prend la parole pour rappeler la nécessaire indépendance du Liban et sa sécurité, c'est la France.



Doit-on s'inquiéter de la place de la francophonie au Liban ?

Ce discours décliniste que l'on entend n'a pas lieu d'être. Même s'il est vrai que l'on observe sur les 10 à 20 dernières années un léger recul de la francophonie. La photographie de la francophonie au Liban nécessite soutien et accompagnement de notre part comme de la part des autorités libanaises. De notre prisme, la francophonie au Liban aujourd'hui c'est par exemple 55% des élèves scolarisés dans les établissements libanais, publics et privés, qui ont le français comme première langue vivante, après l'arabe bien sûr. C'est aussi quasiment 100% des élèves libanais qui sont exposés au Français comme LV1 ou LV2.



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان



C'est encore 48 établissements scolaires sur le territoire qui dispensent le programme français. Plus de 5 000 élèves qui passent chaque année leur bac français, issus des établissements qui dispensent le programme français ou en candidat libre. C'est encore la permanence de l'affichage souvent bilingue, quelques fois trilingue dans les rues, dans les boutiques, etc. C'est enfin celle ou celui qui ne parle pas le français mais qui a envie de dire : « Monsieur, le Liban est un pays francophone ! » C'est extrêmement touchant de voir qu'il y a cette relation non pas à la France - car la francophonie va bien au-delà de la France - mais à une culture qui est une culture libanaise. La francophonie au Liban est un bijou : « Bonjour ? Bonne journée ! », « Kifak ? Ça va ? ». La francophonie au Liban, ce sont aussi les festivals qui invitent des artistes français dans tous les domaines, ceux des arts et de la culture, la chanson, la peinture, la photographie, le théâtre... C'est votre journal qui publie en français, c'est L'Orient-Le Jour, c'est Le Commerce du Levant, c'est Magazine qui se maintiennent et qui ont un public. La francophonie c'est aussi une façon de penser le monde. En Franbanais !

Quels facteurs expliquent le « relatif recul de la langue française et de son utilisation » ?

La situation économique que connaît le Liban depuis quelques années n'y est pas étrangère. Elle a notamment pour conséquence l'émigration d'un nombre conséquent de Libanais. Ceux qui « s'exportent » le mieux sont les francophones car ils sont naturellement trilingues. En partant à l'étranger, ils exportent avec eux la francophonie. Donc, la pratique de la langue française recule de manière relative

au Liban, mais nous observons que dans le réseau scolaire français dans le monde, Liban compris, un tiers de nos élèves sont des Libanais ! Notre mission consiste à accompagner ce mouvement sans se flageller sur la mesure ponctuelle de la francophonie au Liban, cette dernière étant relative à la conjoncture politique et économique d'un petit pays extrêmement dynamique au carrefour d'enjeux régionaux dont il est à la fois sujet et objet.

Malgré la crise, « le Liban ré-siste » dites-vous...

Oui. Le dynamisme économique et culturel des Libanais est énorme. Je constate deux choses sur le volet culturel : l'extrême intensité des festivals annuels. Ils sont très nombreux pour un pays de 4,5 millions d'habitants, plus les réfugiés, sur 10 452 km², c'est énorme ! Cela nous démontre qu'au Liban, l'une des toutes premières industries, c'est justement l'industrie culturelle et créative (ICC). Ces ICC génèrent du chiffre d'affaires, de l'emploi, de la créativité, de l'aménagement du territoire rural et urbain et donnent ainsi une importante opportunité de développement, notamment économique. Il me semble donc important que les autorités publiques libanaises s'engagent plus encore sur le circuit des ICC. Dans cette perspective, le ministère français de l'Europe et des affaires étrangères a pris une initiative en 2019, en allouant à l'ambassade un fonds spécifique de plus de 300 000 euros sur deux ans. Nous avons lancé un appel à projet (Culture + Liban) pour identifier une dizaine de structures libanaises culturelles et artistiques auxquelles nous pourrions apporter un accompagnement en subventions, en formations et en réseaux qui leur permettrait de changer de dimension.

L'autre partie de ce fonds sera consacré en 2020, en partenariat avec l'institut des Finances Basel Fuleihan dirigé par la fantastique Lamia Moubayed, au lancement d'assises des ICC au cours duquel nous allons faire un état des lieux économique des ICC et faire venir des spécialistes français et européens pour dialoguer avec les autorités publiques libanaises sur les méthodologies pratiquées pour passer d'une politique fiscale sur la culture à une politique budgétaire. L'État libanais sera gagnant fiscalement en création d'emplois, en vente de service (TVA), s'il accompagne et facilite la venue d'artistes, la co-création et la défiscalisation du mécénat.

Qu'en est-il de la Francophonie dans le monde ?

Nous nous attendons dans les années 2050 à être entre 750 millions et un milliard de francophones dans le monde, dans la diversité de nos expressions francophones. Il faut toutefois sortir de cette approche qui est de vouloir nous « mesurer » à l'aune de la langue anglaise. Quel que soit la croissance du nombre, la francophonie est là et porte des valeurs, des cultures et des pensées propres.

Que retiendrez-vous du Liban ?

Mon vrai plaisir c'est d'avoir rencontré des personnes magiques. Des interlocuteurs de grande qualité. Je ne cite personne pour n'oublier personne ! Mais ces interlocuteurs de grande qualité sont dans tous les secteurs : l'action culturelle publique, les festivals, le cinéma, le livre, le débat d'idées, la création dans le domaine de la peinture, de la sculpture, de la chorégraphie, du cinéma, de la presse francophone, des médias. J'espère avoir été digne de leur confiance.



Farid Aractingi : « J'appelle à la synergie entre tous les acteurs sur la scène économique franco-libanaise »

La Chambre de commerce franco-libanaise fêtera bientôt ses 70 ans d'existence. Nous en avons profité pour interroger son secrétaire général, Farid Aractingi, sur ses perspectives et sur le plan d'action de cette institution phare du développement économique et commercial entre les deux pays.



Farid Aractingi, le secrétaire général de la CCFL.

Fondée en 1950, la CCFL fêtera ses 70 printemps en 2020. Comment fonctionne cette chambre mixte ?

Nous sommes bicéphales par nature, et la CCFL se réunit et agit dans ses deux pays de référence. Si notre Assemblée générale a lieu statutairement à Paris, nous tenons des réunions du conseil d'administration ainsi que des rencontres entre nos adhérents sur les deux rives de la Méditerranée, ainsi tout récemment à Paris en juin et à Beyrouth en juillet. Car nos membres, entreprises ou personnes, se trouvent en France et au Liban.

En matière de gouvernance, notre conseil comprend 24 administrateurs, plus deux membres d'honneur : l'ambassadeur de France à Beyrouth et l'ambassadeur du Liban à Paris. Comme il est peu réaliste de réunir à une fréquence suffisante un CA aussi vaste, la supervision régulière a été confiée à un bureau qui se réunit en moyenne tous les deux mois. Sa mission est de mettre en œuvre la politique de la CCFL et d'exercer les autres fonctions de contrôle du conseil. Notre bureau est composé de Gaby Tamer, président, Mohamed Choucair, vice-président, Shérine Audi, trésorière, Farid Aractingi, secrétaire général et de deux conseillers, Tanya Saadé-Zeenny et Hady Farah.

En 2020, nous fêtons notre 70e anniversaire, qui coïncidera avec les 100 ans de la proclamation du Grand-Liban. Nous nous inscrirons donc dans les célébrations à l'occasion de la création du pays, tout en conservant notre spécificité.

Quid de la feuille de route - vision et projets - que la CCFL s'était fixée en juin 2018, quand Gaby Tamer a été réélu ?

Depuis sa création, la CCFL est une plateforme au service de la coopération économique France-Liban : nous aidons les entreprises présentes dans l'un ou l'autre pays à commercer avec l'autre. Mais cette vision n'est ni exclusive ni court-termiste, nous élargissons notre spectre d'action aux dimensions culturelles et sociales, dont nous savons qu'elles sont des carburants de la dimension économique. En effet, nos deux pays ont chacun une vieille culture et une âme multiséculaire, propices à renforcer leur coopération économique, que favorise la confiance entre les acteurs. Nous œuvrons donc sur trois fronts parallèles pour créer et renforcer les relations : le réseautage, une gestion de projets ciblés, et la consolidation de nos fondamentaux.

Concrètement, le réseautage passe par l'organisation d'événements de qualité. Cette année, nous avons organisé la conférence sur « Le Certificat Hypothécaire Obégi : une innovation bancaire au service de la croissance », puis la table-ronde sur le thème « Entreprendre dans les technologies de l'information et de la communication au Liban à partir de la France ». Ce dernier événement a permis à deux entrepreneurs talentueux, Salim Eddé, cofondateur de Murex, et Béchara Raad, président d'El-Technologies, de confronter leurs expériences et de partager leurs recommandations.

À partir d'octobre, nous poursuivrons

avec une conférence tous les deux mois, à Paris ou à Beyrouth, avec un objectif à moyen-terme d'organiser mensuellement « les mardis ou les jeudis de la CCFL ». Nous prévoyons d'aborder les thèmes concernant l'écosystème des affaires : bonne gouvernance, extra-territorialisation de la « compliance », marketing frugal et efficace, cybersécurité, numérisation, déclinaison de CEDRE, rapport McKinsey sur la stratégie économique du Liban. Sur ce dernier thème, nous attendons l'accord du gouvernement libanais, client du célèbre cabinet anglo-saxon, pour que les associés concernés puissent en parler librement. D'autres conférences ou débats permettront de discuter des liens entre nos économies et de thématiques plus inattendues, comme la protection du patrimoine, l'éducation, la santé, la politique ou la démographie. Nous discutons avec plusieurs intervenants potentiels, qui nous ont donné leur accord de principe. Mais le frein réside essentiellement dans notre logistique, et je tiens ici à souligner l'exemplaire coopération dont nous avons bénéficié à Paris de la part de l'ambassade du Liban, avec la présence à nos événements de l'ambassadeur du Liban en France, Rami Adwan, et la mobilisation de ses équipes.

Et sur les projets en cours, votre deuxième volet ?

Je vais en citer trois, qui présentent en outre l'avantage de contribuer à changer l'image du Liban. Le premier est d'ordre culinaire, car nous pensons que la cuisine libanaise est un levier



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان



efficace, et les industries agro-alimentaires un enjeu majeur. La CCFL a convenu d'un partenariat avec Sodexo, leader mondial de la restauration collective. Nous leur proposons que des plats familiaux libanais, et pas seulement les traditionnels mezzés, populaires mais moins bien équilibrés, soient considérés comme une proposition de nourriture saine et s'ajoutent aux menus proposés dans les cantines en entreprises. Nous prévoyons de tester cette idée sur trois sites pilotes entre Paris et Marseille, et en parallèle de former des cuisiniers-formateurs chez Sodexo.

Le deuxième projet est d'ordre culturel, avec la CCFL comme partie prenante de la conférence organisée par le GID (Groupe inter-académique pour le développement) qui se tiendra du 7 au 10 octobre dans plusieurs lieux du Liban : Beyrouth (à l'Université Saint-Joseph, coorganisateur), Byblos, Chabrouh, Qadicha, Sidon, Tyr. Avec pour thématique les « Sciences et technologies au service des patrimoines en Méditerranée orientale ». L'un des objectifs recherchés sera d'obtenir l'inscription de la vallée de la Qadicha au patrimoine mondial mixte (historique et naturel) de l'Unesco.

Sur le troisième projet, la CCFL communique à ses membres intéressés par le mécénat l'opportunité de la troisième Biennale des photographes à l'Institut du monde arabe à Paris à partir de ce mois : ce sera la première fois, 20 ans après l'exposition « Liban, l'autre rive », qu'un événement sera centré sur le Liban à l'IMA.

Quels sont les fondamentaux de la CCFL ?

Pour accomplir notre mission, nous devons élargir notre audience et gagner davantage de visibilité. Cela passe prioritairement par une transformation de notre site, comme de notre présence sur les médias et les réseaux sociaux. Notre futur site sera plus ergonomique, permettra d'adhérer en ligne grâce à un espace client personnalisé, inclura des liens vers nos partenaires et membres adhérents, une fonction de bourse d'emploi avec une base de



La réunion du CA présidée par Gaby Tamer -suivie d'un Brunch- s'est tenue le 31 juillet à la Chambre de Beyrouth et du Mt-Liban en présence de l'attaché économique du Service économique régional de l'ambassade de France à Beyrouth, Hugo Mahut représentant pour l'occasion l'ambassadeur de France au Liban, Bruno Fouchet. Parmi les présents les membres du Conseil notamment Farid Aractingi, Tanya Saadé- Zeenny, Hady Farah, Zafer Chaoui, Nicolas Bou Kather, Mouchir El Husseini (Thalès Liban), Michèle Garzouzi, Alexandre Salem, et Rabih Sabra, le directeur général de la CCIABML.

données de CV, et une foire aux questions les plus fréquemment posées, notamment sur les conditions de développement commercial entre les deux pays. Cela inclut une refonte de notre fichier clients, essentielle pour tout projet de numérisation.

Nous souhaitons aussi construire le « Club des 5 » ou le « Clan des 7 », pour avoir un groupe de jeunes entrepreneurs agissant comme caisse de résonance ou « Advisory Board » sur les projets concernant les start-ups. Nous répondrons ainsi à un besoin réitéré des nouveaux entrants sur les sujets en constante évolution comme l'éthique des affaires ou le contexte administratif. Notre philosophie consistant à réutiliser ce qui fonctionne bien, nous avons confié ce projet à l'un de nos administrateurs déjà engagé en tant que président de HEC Alumni-Liban, dans des projets à destination de cette population.

En complément, nous ciblons particulièrement l'entreprise familiale qui, pour se développer au fur et à mesure de l'arrivée des nouvelles générations, a un besoin vital de bonne gouvernance pour optimiser la prise de décision dans une perspective de performance durable.

La CCFL a-t-elle connu des échecs en 2019 ?

Je ne trahis aucun secret en rappelant notre ardent souhait de reprendre les activités de Business France au Liban, car c'est au cœur de notre mission. Nous avons donc répondu à leur appel d'offres dans le cadre d'un partenariat puissant et renouvelé avec la CCIA-BML, et la logique de notre

accord de coopération de 2017 : cela permettait d'accéder à une force de frappe unique au Liban. Nous avions aussi proposé le même partenariat au MEREFE, car nos deux chambres partagent un objet social proche et des valeurs identiques. Notre proposition n'a pas été retenue par Business France, et je regrette bien sûr cette occasion perdue, car nous ne devrions pas disperser nos forces dans des projets proches et concurrents, alors que la véritable compétition est ailleurs et féroce : les acteurs économiques non européens sont légion, et il faut capitaliser sur toutes les énergies disponibles sur le même créneau. Le Liban a grand besoin de la France, et je suis heureux de le rappeler 100 ans après la proclamation du Grand Liban sur le perron de la Résidence des Pins, mais j'irai plus loin : la France aussi a besoin du Liban. En effet, le Liban est « un poisson pilote » pour la France et un moyen commode de discerner les tendances qui agissent dans le monde, et l'agitent, et que l'on détecte beaucoup plus tôt au Liban que partout ailleurs, même en Europe. Or, nous avons la chance que le Liban soit resté un ami fidèle de la France, et que cette amitié bénéficie d'un réseau efficace de Franco-Libanais ouverts et entreprenants. Utilisons donc le Liban intelligemment pour détecter les « signaux faibles » qui peuvent nous dire quelque chose des évolutions plus profondes en cours dans ce vaste monde. Je crois infiniment à la puissance de cette dynamique, au cœur de la coopération France-Liban, et donc de notre mission.



Keefak, The Lebanese Arabic Language Mobile Application “Blending Tradition With Innovation”

Hadi El Houry

As some of you may know, we developed “Keefak” as a solution to a desire felt by Lebanese abroad, like myself, to preserve and transmit our dialect to our children and companions. I had the idea when my first daughter was born in 2009. The project was then brought to life in 2012 thanks to my brother Joseph El Houry and an awesome benevolent crew mainly composed of: Pascale Aoudé, Tony Asmar, Antoine Fleyfel and Rawad Rahmé who spent countless hours and days on the project; without forgetting all those who helped and assisted here and there, in one way or another, along the road.

Keefak allows for French, English, Spanish and Brazilian-Portuguese translation into Lebanese and it works through phonetic transliteration with no need to know the Arabic script. For example, Keefak is the translation of ‘How are you?’ and is written in Latin letters.

The hundreds of testimonials we’ve been getting from our users tell an ever-growing story of a solid bridge being built between Lebanon and its diaspora around the world:

“My grandfather came from Lebanon to Brazil and I’m rescuing my roots by learning Arabic”, “Mes séjours réguliers à Beyrouth seront

encore mieux grâce à vous”, “Una increíble aplicación para hablar el árabe libanés.”, “Une super appli pour que les enfants n’ayant pas grandi au Liban comprennent la langue maternelle de leur maman ou papa”, and many more.

Along the way, we discovered that “Keefak” has also been used as a ‘language passport’ by foreign expats working in the Middle East. We have a lot of American, European and South Asian testimonials showing how much “Keefak” helped them integrate and enhance their careers in the GCC countries. In fact, Lebanese is a dialect largely understood in the Arab world.



We were also approached to derive a “Keefak” version for migrant domestic workers in Lebanon. By bridging the language barrier, we believe that the employer-employee relationship gets healthier.

Keefak, which now counts more than 150 000 downloads worldwide, is totally free and shall remain free of charge on all platforms.

Keefak has always been bootstrapped and supported by its ever-growing worldwide users. We have never had any external support whatsoever.

The excellent feedback we have been getting from our users along

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

the fair expectations they have been expressing: more content, more multimedia, more supported languages, addition of Arabic script, ... brought us to decide to reach out to Lebanon lovers out there and raise up to 100 000 USD through crowd funding.

We particularly appreciate this funding channel because it's inclusive, has a worldwide reach, and it's tailor made to each individual's or organization's financial capabilities.

The collected funds will be used to:

- Add new content and courses to

the app, along with their translation into French, English, Spanish, Portuguese and German

- Add multimedia to the different courses, thus enhancing the learning experience
- Rethink the application's front end and back end
- Make the app kid-friendly
- Develop a social media "chatbot" to make the learning experience even more interactive
- Launch a global and sustainable marketing campaign to reach

new potential users worldwide.

If you're a Lebanon lover... if you share our aim to bring the Lebanese diaspora closer to the homeland... if you want to preserve and transmit our Levantine dialect to the upcoming generation... if you simply want to put "Lebanity" in one single app, please share the word and support our crowd funding campaign by following this link: <http://bitly.com/keefak2020>

@KeefakTheApp is on Facebook, Instagram and Twitter

email: contact@keefaktheapp.com



WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Government and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON





THE CHAMBER OF TRIPOLI-NORTH LEBANON ON THE NATIONAL SCENE

Dabboussi: Our major investment projects move us from local to global

The Chamber of Tripoli and North-Lebanon held the «Tripoli Investment Gateway» reception on 9 August at the Chamber's headquarters to announce the launch of the «Tripoli Investment Opportunities Conference and Exhibition» in the last week of November 2019, in collaboration with the Rashid Karameh International Exhibition Center, the Special Economic Zone, and IFP Group (International Fairs and Promotions).

Were present at the reception: MP Nicholas Nahas, Prime Minister Advisor for North Affairs, Abdel Ghani Kabbara, President of the Order of Engineers & Architects in Tripoli, Eng. Bassam Ziade, and Commissioner of the Special Economic Zone, Eng. Dr. Hassan Dannawi, President of IFP Group, Albert Aoun, and representatives of parliamentarians, ministers, professional associations, municipal authorities, managers of multinational investment companies, and business owners.

Addressing the audience were Toufic Dabboussi, Chairman of the Chamber of Tripoli and North-Lebanon, Albert Aoun, Chairman of IFP Group, and MP Nicholas Nahas.

In his opening speech, Chairman Dabboussi called to explore opportunities that would change the current difficult circumstances. "We can overcome the weaknesses by investing in our strengths, and like all Lebanese regions, Tripoli has its weaknesses; nevertheless, Tripoli is richer than any other Lebanese region because of its strategic location and potentials," he said, adding that the Greater Tripoli will have the largest economic investment project that extends along a waterfront from the port of Tripoli to the far reaches of the northern border in Akkar. "This



MP Nicholas Nahas delivering the speech.



Tripoli businessmen surrounding MP Nicholas Nahas and Chairman Dabboussi.

substantive investment project will attract investors from all over the world, and will move us from local to global," he stated.

On his part, Aoun explained that IFP aims to attract businessmen from outside Tripoli in view of its strategic potentials. In addition, it hosts major economic public facilities including, port, airport, special economic zone, and talents and capabilities of human resources of various professions and specializations.

He further emphasized that the investment conference and exhibition in Tripoli should become an annual forum that includes bilateral talks and meetings between businessmen and investors from Lebanon, the Arab region, and from various nationalities of the world to record a renewed success story year after year.

MP Nahas stressed the importance of enlightenment and the use of

rational and intellectual approach to decide on investment, economic and development issues. "We have promising economic sectors, and we must pay attention to the improvement of the skills of the labor force, especially graduates of vocational educational institutes with specialized skills in order to provide suitable job opportunities for their specializations, abilities and supply to the labor market».

He pointed out that Tripoli must have the spirit of adventure and the ability of openness to be able to attract foreign investors. The launch of the Tripoli Investment Opportunities Exhibition and Conference is a new initiative to shed light on the strengths of Tripoli with all its distinctive wealth. "We have distinctive capabilities and advantages that no one else has, and Chairman Dabboussi has always been a pioneer in launching initiatives, projects and economic systems," he said.



Cardinal Al-Raii to Dabboussi: «Your national project is a dream that we expect to implement with great joy»

A meeting between Cardinal Bechara Al-Raii and Chairman Toufic Dabboussi at the head of a delegation including members of the board of directors of the Tripoli and North-Lebanon Chamber, took place at Al Diman on 24 July, and tackled development issues related to various major national investment projects, the general economic situation, and ways to activate various economic facilities.

Chairman Dabboussi explained to His Beatitude the pillars, objectives and motives of the national economic development project of the Greater Tripoli, which extends from Batroun to the far reaches of Akkar. He pinpointed the importance of an integrated plan for developing the economic facilities of the North for promoting Lebanon through the numerous investment opportunities that meet the needs of investors, and the creation of hundreds of thousands of job opportunities that contribute effectively to economic stability and social security.

«Our visit to His Beatitude was to gain spiritual support and to emphasize that this country is the homeland of its citizens of all sects and religious beliefs,” he said at the end of his visit.

Praising the vision behind the project, Cardinal Al-Raii expressed his delight to learn about the integrated investment project, especially President Rene Mouawad Airport (Klayaat) in Akkar and the extension of the port of Tripoli, according to the plans prepared by the Tripoli and North-Lebanon Chamber.

«We consider this news as a dream...but



Cardinal Al-Raii and Toufic Dabboussi.

at the same time we fear the obstacles that might hinder its implementation,” Al-Raii said, describing the Chamber’s plans of action as a political action, because they serve the common good and all the citizens.

Addressing chairman Dabboussi he said: «God helps you achieve this valuable project all through government procedures successfully and quickly because we are in desperate need for it”.

International recognition for Tripoli and Lebanon

“The Chamber’s laboratories mark a new success story at the international level by obtaining a new international accreditation for the residues of pesticides, vegetables, fruits and organic products,” declared Toufic Dabboussi, chairman of the Tripoli and North-Lebanon Chamber, in a press release on 1st of August, 2019.

Dabboussi stressed that this international recognition is a gift offered by the Tripoli Chamber to the Lebanese society in all regions and sectors. He concluded by expressing his pride in the stature of the Tripoli Chamber’s laboratories through the continuous efforts of the laboratory team in building their capabilities and the continuous efforts to modernize the laboratories’ equipment in order to help the Lebanese products achieve sustainable growth.

According to Dabboussi, this is the reward of seriousness, perseverance and high professionalism of the technical and administrative laboratory team, which has a passion

for knowledge of the highest scientific standards, and the recompense for the most sophisticated technical setup and unique to the laboratories of the Chamber for developing the agricultural sector and adhering to quality and food safety standards. “These are noble tasks humanly and nationally because they aim to preserve human health, promote the national economy and enhance trade movement of Lebanese exports in compliance with the required international standards,” he said.

For his part, the Director of Laboratories Dr. Khalid Al-Omari, pointed out that the accreditation body has strengthened the laboratories’ responsibilities



Toufic Dabboussi and the laboratory team.

towards the business community, while the capacities and capabilities of the Tripoli Chamber’s laboratories are derived from the continuous support and encouragement of its chairman, Toufic Dabboussi, to achieve further successes. He also indicated that the new international accreditation occurred while combining pesticide laboratories with basic laboratories, where the number of approved pesticides reached more than 400 pesticides, and expanded to more than 460 for all sections of laboratory tests.



Overland trade law amendments discussed at the Tripoli Chamber

The Chamber of Tripoli and North-Lebanon hosted on 6 August, 2019 a seminar on Law No. 216 of April 1, 2019 related to the various amendments of the overland trade law. The seminar that gathered a number of business owners and managers of companies and commercial institutions and their representatives, and legal advisers, was organized by the Lebanese Association of Certified Public Accountants (LACPA).

The Chairman of the Chamber, Toufic Dabboussi, noted that this specialized seminar confirms the partnership with LACPA through the training programs that have been conducted at the national level. These trainings aim at informing the business community on the various regulations governing the economic and commercial aspects and urging companies and commercial institutions to keep abreast of the practical applications of laws and regulations.

“Our national project for economic development of the Greater Tripoli

bestows all our public economic facilities a vital role, making Lebanon an attractive hub that meets the needs of Lebanese, Arab and international investors,» he said, pointing out to the need for developing and modernizing Lebanese legislation, regulations and laws to keep up with major investment projects and meet the aspirations of the business community.

Attorney Dr. Mohamed Bou Daher, Lecturer at the Lebanese university, shed light on all the amendments made to the overland trade law that covered



Hisham Mkamal presenting the medal to chairman Dabboussi.

various businesses, companies and commercial institutions, especially when referring to issues of governance and compliance of commercial companies.

In appreciation for hosting the various activities of the Association, the Vice President of LACPA, Mr. Hisham Mkamal, presented a medal to Chairman Dabboussi, and expressed his wishes for continued cooperation between the Tripoli Chamber and LACPA to achieve common goals for the benefit of the business community.

El Warraq: «Tripoli's development projects shape a bright future for Lebanon»

On 26 July, the Chairman of the Tripoli and North-Lebanon Chamber, Toufic Dabboussi, and Prof. Elias El Warraq, President of Balamand University, reviewed various major national economic development projects, especially the integrated economic city of the Greater Tripoli that is expected to play a vital role in changing the economic reality towards a promising future.

Dabboussi also reviewed with his host the various modernization projects implemented by the Chamber at its premises. These projects are unique in their kind and adhere to the principles of sustainable development to enhance the business environment, and include: the Knowledge Economy Center based on innovation and creativity, the digital tourism “smart zone”, which attracts investments in tourism and other economic sectors, in addition to the Quality Control Laboratories and the sophisticated Industrial Development Research Alimentary Center (IDRAC) and its role

in the field of food quality and safety.

Professor Al Warraq expressed his appreciation for the large investment projects which reflect a broad vision and new concepts which are indicative of a promising future. “We should unite our potentials at the academic and the business community levels because the proposed development projects provide opportunities for the success of Lebanese projects and will benefit countries of the Middle East region too,” he said.

Regarding the various projects of the Chamber, especially the digital tourism



Toufic Dabboussi and Elias El Warraq.

“smart zone”, he said: “I reiterate that they are based on an innovative vision and ideas, and are at the core of the Balamand University interests”. He further added that the University is ready to put its various disciplines and departments at the disposal of any project launched by the Tripoli Chamber “because we have a common goal to support entrepreneurs and advanced ideas to help our country enter a new stage with constructive visions and ideas that will shape a bright future for all of us”.



SOUTH BIC



**CHAMBER OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE
IN SIDON & SOUTH LEBANON**



**ARE YOU SEEKING
TO ENHANCE YOUR
SKILLS IN THE WORLD
OF TECHNOLOGY
AND PROJECT
MANAGEMENT?
DO YOU HAVE A DREAM
SEEKING BEHIND?**

**COURSES ARE FREE OF CHARGE
& TRANSPORTATION IS PROVIDED**

**FOR INQUIRIES AND REGISTRATION,
PLEASE CONTACT US
ON THE FOLLOWING NUMBERS:**

**76.03 06 84
70.78 21 29**

|| YOUR OPPORTUNITY

The Business Innovation Center at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Saida and South Lebanon announces the start of registration of the following courses:

- >> Computer course from the age of 15 to 25 years
- >> Project Management Course from the age of 18 to 25 years



CHAMBER OF SAIDA AND SOUTH LEBANON

Fostering relations between China and businessmen from South Lebanon

A meeting to discuss ways of enhancing trade exchange between Lebanon and China was held at the Chamber of Saida and South Lebanon on 30 July 2019, in cooperation with the Chinese Embassy in Lebanon, represented by the Commercial Attaché Mrs. Li Jing. The meeting was attended by a number of businessmen and industrialists of productive sectors.

The chairman of the Chamber, Mohammad Saleh, referred in his speech to over 4000 years of Sino-Lebanese trade relations, dating back to 2,200 BC, when caravans loaded with silk, paper, ceramics and other Chinese products came from Xi'an (Chang An) to the port of Tyr in southern Lebanon and from there to Europe. He stressed South Lebanon's distinguished location for active trade exchange between southern businessmen and their Chinese counterparts.

He pointed at the development of trade relations between China and Lebanon after signing the trade agreement in 1955. He shed light on Lebanon's commercial position that makes Lebanon a hub to re-export most of China's exports to other countries, especially to African countries, where the Lebanese diaspora is active in different economic sectors.



Commercial Attaché Mrs. Li Jing and Mohammad Saleh.

Saleh also declared that the meeting offers an opportunity to discuss the possibilities of attracting Chinese investments from different economic fields to South Lebanon and to promote the South as a trade hub for Chinese companies willing to expand their business to the region.

Mrs. Jing from her side underlined the importance of strengthening economic relations and trade exchange between the two countries, especially between business owners of South Lebanon and their Chinese counterparts. She also referred to the important role that Saida Chamber can play in cementing commercial relationships between China and Lebanon.



Welcome to *ECONEWS*

Register and get your digital copy for free.

Send an email to :

Econews@ccib.org.lb

Kindly include:

Name

Institution

Email

Telephone

TASDIER



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



Portal for International Export Requirements



TASDIER helps
exporters to know
more about market
requirements'



Visit TASDIER
portal to get updated
about the latest
market norms and
standards and technical
requirements for export.



www.cci-fed.org.lb/English/TASDIER



CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | email: fcclal@cci-fed.org.lb | www.cci-fed.org.lb

This Website is made possible by the support of the American people through the United States Agency for International Development (USAID). The content of this website is the sole responsibility of the Federation of the Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon and does not necessarily reflect the views of USAID or the United States Government.



CHAMBER OF ZAHLE AND BEKKA

The International Tasting Day and the Lebanese Arak Day in Zahle

President Michel Aoun inaugurated on Friday 26 July 2019, the “International Tasting Day and the Lebanese Arak Day” organized by the ministry of Agriculture in Zahle in collaboration with the ministry of Foreign Affairs and Emigrants, the Lebanese National Energy Association (LNE) and Zahle Municipality. It was attended by current and former ministers and deputies, high officials, judges, mayors, figures of the economic, social, religious, military and civil society. The exhibition included forty exhibitors in the field of taste and twenty six Arak products.

The Mayor of Zahle and Taanayel Asaad Zgheib praised in his welcoming speech the Zahle-made arak which constitutes a core part of the social and economic fabric of Zahle as it is the “companion of the Lebanese “mezze” which grew on the banks of the Birdawni”. “We celebrate together for the second year in a row, the Lebanese Arak Day and the International Day of Tasting... Years of celebrations and festivals are waiting for us in the international city of tourism, culture and creativity,” he said, adding that Zahle was classified as the international city of taste in 2013, and joined the UNESCO network of creative countries. He thanked the minister of Foreign Affairs and Emigrants, Gebran Bassil, for promoting made-in-Lebanon products in the world, namely the “arak”, wine, and the traditional Lebanese “mouneh”.

The Director General of the Ministry of Agriculture, Louis Lahoud, noted that the ministry of Agriculture focused its strategy on knowledge cultivation, moving from the concept of the rent-based economy to the productive economy and encouraging investment in agriculture, making agriculture a key partner in the progress of the national economy. Addressing President Aoun, he said: “we look forward for greater support and patronage from your side to this sector, and the Lebanese farmers are looking forward to protecting their production and livelihood from smuggling because it has become a heavy burden on them”.

In this context, Lahoud called for reviewing the agreements signed with all countries for greater protection of domestic production. He also announced that the ministry of Agriculture, in cooperation with the ministry of Foreign Affairs and Emigrants, is seeking to open new markets for Lebanese production, through signing memoranda of understanding with Eastern European Lebanese.

“To preserve your land, consume Lebanese ‘mouneh’ ”

He further added that the ministry of Agriculture has started marketing 25 products of Lebanese ‘mouneh’ through the organization of Days of Lebanese agricultural products, Lebanese cuisine and ‘mouneh’ in Lebanon and abroad with the help of the ministry of Foreign Affairs. He



The jug has its place in the Lebanese folklore.



President Michel Aoun surrounded by Gebran Bassil, minister of Foreign Affairs and Asaad Zgheib Mayor of Zahle and Taanayel.

called every Lebanese of the Diaspora to disseminate Lebanese products to support Lebanese towns and villages.

Moreover, the ministry of Agriculture has been attentive to the importance of the Lebanese wine sector because of its economic, social and national importance, and worked with its partners to open new markets in European and American countries through organizing the Lebanese wine days, such as the Lebanese wine days in the Scandinavian markets planned in Denmark during the month of November, in addition to preparations for opening China’s wine markets. Lahoud announced that the ministry of Agriculture will cooperate with the ministry of Tourism and the ministry of Foreign Affairs and Emigrants to launch the program of “Wine Tourism in Lebanon”. He also announced that the Ministry is planning to lay the foundation stone of the “Lebanese Arak House” in Zahle during the month of August.

On his part, Minister Bassil described the arak as a Levantine drink of excellence, reminding that the grapes



and expertise come from Lebanon, while the anise comes from Syria. “The secret that distinguishes the Lebanese arak lies in the high quality of anise,” he boasted.

Thanks to the ministry of Agriculture and the cooperation of the private sector and the civil society association, “Arak will have a house in Zahle and another house in the town of Abreen,” announced Bassil, hence speeding up the move from a rent-based economy to a productive economy through producing and exporting to foreign countries in order to bring in hard currency needed for the equilibrium to the balance of payments.



The President of the Republic at the International Tasting Day and the Lebanese Arak Day in Zahle.

“Arak is the right product for export, and Zahle is the production city”

Bassil noted that the production of arak in the eighties reached 25 million bottles, and today it has fallen to two and a half million bottles. He called to restore the level of production to what it was in the past through exporting to the Lebanese

Diaspora markets, and encouraging the consumption of local arak.

He concluded: « We are ready to fight the battle of economic diplomacy,” adding that with the help of economic attachés, the markets of China, India, Russia and Latin America will open to Lebanese arak where millions of people of Lebanese origin live there.

“In-store promotion for cherries” to increase sales of ICM products

As a follow up to the national marketing strategy and the Integrated Crop Management (ICM) certification developed under the PSDP program funded by EU and implemented by Expertise France, the Chamber of Zahle and Bekaa carried out the “in-store promotion” activity for certified cherries in order to promote ICM farmers adopting new packaging and labeling under the new brand “Merula”. This activity is also intended to draw a stronger and quicker buying response from the buyer. The main purpose was to increase sales of ICM products and raise awareness among consumers about the value of certified products.

The promotion started on 18 June 2019 and lasted until 7 July in Storium Saliba (Mount Lebanon) and Ramadan wholesaler (Beirut wholesale market) for ten certified cherry farmers from Wadi Al Arayech and Kaa Rim, to promote “Feraouni” variety.

The main objectives of this promotion:

- Train farmers to sell their produce directly in stores
- Showing farmers positive impact of branding and packaging on sales
- Highlight the IPM certification role in enhancing the product sales
- Enhancing team work and cooperation of farmers in the same area
- Increase added value of produce



- Improve farmer’s revenue
- Familiarize farmers with the In-store promotion concept

The main benefits for farmers:

- Working in harmony for “Merula” brand
- Creation of direct linkages and business relationships between farmers and international markets or retailers
- Loyalty of customers for “Merula” brand
- Encouragement of farmers to adopt this strategy
- Reduction of the post-harvest fees and maximizing profits

In light of the bright success of this activity, the Chamber of Zahle and Bekaa is organizing a new promotional campaign for certified table grapes in September and October 2019.



SDG 9: Industry, Innovation and Infrastructure

ECONEWS Continues publishing serial articles to shed lights on Lebanon's progress towards the seventeen SDGs by the pillars of UN Agenda 2030 and based on the Voluntary National Review (VNR) 2018.

Prosperity Pillar

Lebanon's economy is based on open trade and trans-border connectivity and the country's physical infrastructure was designed to achieve this. However, following a series of shocks and persistent fiscal constraints, the gap between infrastructure supply and demand has widened and needs have changed. The impact of the Syrian crisis was reflected in as a significant decline in the Lebanese industrial sector. Border closures have restricted trade with Syria and neighbouring countries, and caused a drastic decline in industrial exports to neighbouring countries. The industrial sector faces multiple obstacles to its development, but has promising potential, particularly once Lebanon embarks on the infrastructure investment program planned for in the Vision for Stabilization, Growth and Employment.

Lebanon utilizes land, air, and maritime borders as crossing points for passengers and goods. Movement at the Port of Beirut and the Rafic Hariri International Airport reflect the features of an economy that is heavily dependent on trade and had good global connections. Land transport of goods suffered a lot as a result of the war in Syria and border closures: it dropped 33 percent between 2011 and 2017. The Lebanese economy tried to adapt to this challenge by shifting from inland to maritime transport, as the government launched the Maritime Lebanese Exports Bridge. Freight volume at Port of Beirut has grown since 2011. Passenger activity at the Rafic Hariri international airport has also increased by 46 percent (arrivals) and 48 percent

Industry

The Ministry of Industry has mainstreamed the relevant SDGs (1,3,7,9,11,12 and 17) into its integrated vision (Lebanon industry 2025), executive strategy for 2016–2020 and operational plans for 2017 and 2018. The strategy has seven operational objectives. The most relevant objectives to SDG9 are expanding the domestic market by increasing production and reducing imports; increasing industrial exports; increasing the internal and external competitiveness of the national industry; increasing investment and financing in the industrial



sector; encouraging green industry; and encouraging knowledge-based industries.

The ministry's 2016–2020 industrial strategy estimated that there were 134,000 workers employed in manufacturing in 2016. In 2017 a statistical study (Project of the Permanent Industrial statistical system), based on data from year 2015, and estimated industrial output at USD13.2 billion and imports at USD19.58 billion. Industrial exports reached USD2.474 billion in 2017, which represents 18.74 percent of industrial output. The value of domestic demand for foreign and local goods reached USD30.31 billion in 2017, which explains the growth of the industrial output. A 2017 study of Lebanon's manufacturing 'product space' revealed that the country is capable of developing new complex products, such as electrical machinery and chemicals. In addition, when compared with the Arab region, Lebanon ranks well in terms of its cultural and socioeconomic environments fostering creativity and its level of business sophistication—a measure of knowledge absorption and innovation linkages

Nevertheless, the industrial sector contributes to environmental degradation through air emissions, water consumption, and wastewater and solid waste discharge. The Ministry of Environment considered that 'the overall contribution of the industrial sector to air pollution is mostly due to the combustion of fuel sources

An SCP action plan for the industrial sector in Lebanon has been developed to move the country



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

towards industrial sustainability and achievement of SDG9 and SDG12, and a low emission development strategy is being prepared. The ministry aims to increase the industrial sector's share of GDP to 13 percent by 2020.

Innovation

Many national actors are already support SMEs. Lebanon has developed an entrepreneurship ecosystem with a focus on creative sectors and innovation. The Central Bank of Lebanon has been subsidizing businesses in productive sectors, especially research and development costs. SMEs also receive support from private companies like Kafalat, which offers loan guarantees based on the viability of the proposed business activity. This also applies to the Investment Development Authority of Lebanon's projects that focus on investment promotion, export promotion, and support for business start-ups. Lebanon's Industrial Research Institute has projects that target innovation, research and development by providing technical and scientific support to Lebanese industrialists.

The Presidency of the Council of Ministers has launched two initiatives to support the innovation ecosystem in the country. The first is 'Summer of Innovation' that promotes youth to participate in extracurricular activities in innovation, science, technology, entrepreneurship and creativity. The second initiative is the 'Public School Innovation Gates' (co-prepared with the Ministry of Telecom and the MEHE), which connects public schools to the internet and sets up tech hubs in public schools to provide students with innovation, science, technology, entrepreneurship and creativity activities.

The Ministry of Environment (with the WB, Banque du Liban and Italian Cooperation) have created the Lebanon Environmental Pollution Abatement Project (www.LEPAP.moe.gov.lb) to help industries identify their environmental problems, and help them obtain financing through close to zero percent subsidized loans so they can comply with the regulations. Once fully compliant (as per decree 8471/2012), industries are eligible for an environmental compliance certificate (ECC) from the Ministry of Environment that can be used as a marketing tool locally and internationally.

The CNRS-L works closely with UN agencies on an innovation technology program. It is one of the four

main partners of the LIRA program. The CNRS-L has also released the 'Science, Technology and Innovation Policy' (STIP) a policy on science, technology and innovation that links socioeconomic needs with qualified human resources available in Lebanon. The policy stresses the need for partnerships between all stakeholders in Lebanese society in order for its implementation to be successful.

Infrastructure

Lebanon's infrastructure was devastated by the 1975–1990 conflict. After a post-war reconstruction program ended, the level of public investment has declined steadily to about three percent of GDP between 2001 and 2005 and two percent between 2006 and 2010. As a result there were already significant gaps between needs and supply before the Syrian crisis, particularly in water supply and wastewater. One-quarter of households are not connected to the water network and one-third of households are not connected to the wastewater network. The gap between electricity supply by Electricite du Liban and demand for electricity is also about one-third.

With increasing fiscal constraints during the Syrian crisis, public investment has declined further between 2011 and 2017. Capital expenditure was only 1.4 percent in 2016 and 2017. At the same time, the rate of private investment declined from almost 30 percent between 2007 and 2010 to just over 20 percent between 2011 and 2015.

Supply-demand gaps of infrastructure, particularly in the electricity sector, have widened with the presence of displaced Syrians. UNDP estimates the additional population has resulted in providing around 480 additional MW, equivalent to nearly one fifth of installed capacity. The existing public infrastructure has also deteriorated, partly for the same reason. For example roads have suffered from an estimated 15 percent increase in nationwide traffic.

The government is prioritizing a sharp increase in public investment through accelerated implementation of projects for which loans have already been extended. It has also prepared an ambitious CIP that covers water, wastewater, solid waste, transport, electricity, telecommunications, and infrastructure for tourism and industry. The total cost of the CIP over its two phases (2018–2021 and 2022–2025) is estimated at USD17.25 billion.





The CIP was prepared by the CDR in consultation with all ministries. Its approval by Cabinet represents an important step in improving public investment planning in Lebanon. The program will be reviewed and updated annually so that project sequencing and implementation is adjusted to reflect evolving priorities. For many projects, the detailed appraisals, including financial viability analysis and environmental and social impact assessments, are yet to take place. One of the selection criteria for CIP projects was their potential to contribute to the SDGs.

Investments in the electricity, transport and telecommunications sectors will help increase productivity of Lebanon's economy and reduce business costs. Investments in transport will generate large time savings and reduce pollution from emissions.

Lebanon remains one of only a few countries where the telecommunication sector is fully owned by the government. The sector is a main source of government revenue. The government intends to develop and adopt a telecom policy aimed at liberalizing the sector and opening it up further to private sector investment and utilization. This entails a revision of the telecom law (Law 431). The government also intends to appoint a telecom regulatory authority and a board of Liban Telecom, which will lead to its corporatization. OGERO (the state-owned telecommunications operator of the fixed line) is investing in projects to upgrade the

fixed-line network (built in the 1990s as part of the government's post-war recovery program) and deploy a nationwide fiber-optics-based broadband network. The two state-owned but privately-operated mobile companies (Alfa and Touch) are investing in projects to finalize a nationwide deployment of 3G and 4.5G network with high coverage and high quality service. A significant part of the sector investments is financed from sector revenue. However, about USD250 million has been identified as potential IPP projects. These projects include building a cloud-based national data center offering various types of services, and deploying a third submarine cable connecting Lebanon directly to Europe. This would prepare Lebanon to be a tier-2 internet hub serving the region.

The WB's assessment of the CIP confirmed that the program can be an effective tool to help reinforce Lebanon's depleted infrastructure and boost economic growth. It concluded that, if well implemented, the CIP can increase Lebanon's growth potential, generate employment opportunities, and make the Lebanese economy more competitive. It also emphasized that the choice of sectors are appropriate, many of the projects are relevant and some are critical, many of the projects have been in the planning stages for a long time, sector reforms are essential to make the projects sustainable, and private sector participation is necessary.





حيثما ترون نزاعاً، نرى إتفاقاً

المركز اللبناني للتحكيم والوساطة هو أول مركز من نوعه في لبنان يعنى بفض نزاعات التجارة والنقل والعقود المالية والإنشائية والمقاولات، محلياً ودولياً، إماً عن طريق الوساطة عبر وسطاء متخصصين وإماً عبر التحكيم تحت إشراف المجلس الأعلى للتحكيم. يعمل المركز منذ إنطلاقته في العام ١٩٩٥ باستقلالية وسرية تامة وشفافية مطلقة وينظر في النزاعات المعروضة عليه نخبة من أصحاب الإختصاصات المهنية والقانونية اللبنانيين والدوليين.

For every dispute we find an alternative resolution

The Lebanese Arbitration and Mediation Center (LAMC) is the leading reference for settling local and international disputes related to trade, transport, finance, construction and contracting, either through mediation via specialized mediators or through arbitration under the supervision of the Supreme Court of Arbitration.

LAMC has been operating since 1995 in an independent, confidential and transparent manner, under the supervision of renown Lebanese and international jurists.



المركز اللبناني للتحكيم والوساطة
LEBANESE ARBITRATION & MEDIATION CENTER



Lebanon in Figures

Key economic indicators computed by the Center of Economic Research on July 2019:

- **GDP:** The economic real growth rate achieved 0.6 % in 2018, according to CAS estimates. GDP at current prices was estimated at USD 53.71 billion, compared with a growth rate of 0.6% and total output of USD 53.39 billion in 2017.
- **Consumer Price Index:** Based on the Central Administration of Statistics, CPI has increased by 0.90 % in June 2019 from the end of 2018.
- **Balance of Payments:** Till June 2019, the deficit of the balance of payments reached USD 5.39 billion compared to a deficit of USD 0.21 billion till June 2018.
- **Trade Balance:** The trade deficit amounted to USD 8.42 billion till June 2019, compared to USD 8.04 billion till June 2018. Exports increased by 11.7%, while imports increased by 5.8%. This led to 4.7 % of increase of the trade balance deficit.
- **Public Finance:** Public expenditures decreased by 11.6 % till May 2019, compared to May 2018, while revenues decreased by 6.9%. Hence, the budget deficit decreased by 18.2%.
Primary Deficit reached USD 0.04 billion till May 2019, from a Deficit that reached USD 0.35 billion till May 2018. This was caused by the decrease of total public revenues by 6.9%, while the debt's service decreased by 8.5 % in addition to the decrease of total public expenditures by 11.6 %.
Total Primary Deficit/Surplus = Total Budget Revenues - (Total Budget Expenditures - Debt Service - Foreign debt principal repayments)
-0.04 \$ billion = 4.46 \$ billion - (6.85 \$ billion - 2.27 \$ billion - 0.08 \$ billion)
- **Public Debt:** Public debt increased 3.5 % over one year, from USD 82.5 billion in May 2018, to USD 85.4 billion in May 2019.

in billion US\$

Ref.	Indicator	2014	2015	2016	2017	2018*	2019*
10	Growth (% Real Change)	1.90%	0.40%	1.60%	0.60%	0.60%	1.30%
12	GDP (in current prices)	48.30	49.97	51.24	53.39	53.71	54.51
	Beirut Reference Rate	Jul.2014	Jul.2015	Jul.2016	Jul.2017	Jul.2018	Jul.2019
	On LBP	8.61%	8.70%	8.70%	8.66%	10.70%	13.49%
	On USD	5.99%	6.11%	6.34%	6.79%	7.50%	9.81%
		2015	2016	2017	2018	Jun.2018	Jun.2019
20	CPI - CAS	-3.40%	3.14%	5.01%	3.98%	3.17%	0.90%
21	M1	6.00	6.73	7.07	7.73	7.61	7.15
22	M2	52.15	54.66	52.46	50.95	53.95	49.09
23	M3	123.62	132.75	138.34	141.24	141.24	139.87
24	M4	130.92	139.91	145.46	148.83	148.63	147.19
26	Banks Assets	186.00	204.24	219.78	249.40	234.52	255.89
27	Banks Deposits - Private Sector	151.53	162.44	168.61	173.12	172.05	170.66
28	Banks Loans - Private Sector	48.04	51.02	54.16	51.78	52.58	48.94
30	Balance of Payment	-3.35	1.24	-0.16	-4.82	-0.21	-5.39
		2014	2015	2016	2017	2018	
31	Current Account	-11.67	-8.12	-9.86	-12.13	-12.45	
		2015	2016	2017	2018	Jun.2018	Jun.2019
32	Balance of Trade	-15.12	-15.73	-16.74	-17.03	-8.04	-8.42
33	Imports	18.07	18.71	19.58	19.98	9.58	10.14
34	Exports	2.95	2.98	2.84	2.95	1.54	1.72
		2014*	2015*	2016*	2017*	2018*	2019*
40	Unemployment Rate	20%	20%	20%	20%	20%	20%
41	Work Force	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%
42	Population	4.14 Mn	4.21 Mn	4.28 Mn	4.33 Mn	4.38 Mn	4.43 Mn
43	Population 15 - 64 y.	2.78 Mn	2.83 Mn	2.88 Mn	2.92 Mn	2.95 Mn	2.98 Mn
		2015	2016	2017	2018	May.2018	May.2019
51	State Budget Deficit	-3.95	-4.94	-3.75	-6.25	-2.92	-2.39
52	Budget Revenues	9.58	9.92	11.62	11.54	4.79	4.46
53	Budget Expenditures	13.53	14.86	15.37	17.79	7.71	6.85
54	Public Debt	70.31	74.86	79.5	85.1	82.49	85.35
55	Debt Service	4.46	4.76	4.98	5.41	2.48	2.27
56	Total Primary	0.72	0.02	1.42	-0.64	-0.35	-0.04

* Estimates

Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (10,11,12,20,40,41,42,43); Customs (32,33,34); Ministry of Finance (51,52,53,55,56)
M1=Currency in Circulation + Sight Deposits in LBP; M2=M1+Other Deposits in LBP



المركز اللبناني للتدريب

يقدم المركز اللبناني للتدريب دورات تدريبية متخصصة للتنفيذيين في مؤسسات الاعمال عبر مدربين وخبراء من ذوي الإختصاص والكفاءة. كما يوفر المركز خدمة تأجير قاعات التدريب المجهزة بأحدث التقنيات للمؤسسات الراغبة في تنظيم إجتماعاتها أو دوراتها التدريبية لدى المركز.

Lebanese Training Center

The Lebanese Training Center (LTC) offers specialized training programs to business executives through recognized trainers and experts. LTC also provides space rental and accommodation services in its modern and fully equipped premises for meeting and training purposes.



CCIB bldg. Justinien street, Sanayeh, Beirut, Lebanon
call center 1314 ext 15 | T: 01 353190 | e.mail: LTC@ccib.org.lb | www.ccib.org.lb

The Lebanese Training Center (LTC)
at the Chamber of Commerce, Industry and
Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming trainings:



LOCAL AND INTERNATIONAL GUARANTEES

TRAINER: DR. MASSOUD KANTAR

**SEPTEMBER 10,
11&12, 2019.**

5:00 P.M. TO 8:00 P.M.

COST: 375\$ ALL TAX INCLUDED



INTERNAL FINANCIAL CONTROL

TRAINER: MR. WAEL HOUSSAMI

**SEPTEMBER 11, 12
&13, 2019.**

5:00 P.M. TO 8:00 P.M.

COST: 300\$ ALL TAX INCLUDED



KEY PERFORMANCE INDICATORS MASTER CLASS

TRAINER: TOUFIC MOURTADA

**SEPTEMBER 18,
2019.**

9:00 A.M. TO 6:00 P.M.

COST: 300\$ ALL TAX INCLUDED



CV WRITING AND SCREENING WORKSHOP

TRAINERS: MRS. RANDA KARIME

**SEPTEMBER 24,
2019.**

9:00 A.M.-3:00 P.M.

COST: 230\$ ALL TAX INCLUDED

For more information/registration:

01-353190 Call Center 1314 Ext 15 or email: lrc@ccib.org.lb

www.lrc.org.lb



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon
في بيروت وجبل لبنان

CONFERENCES

Euro Convention Global

Scope: Renewable Energy & Power Infrastructure
Location & Date:
- Renpower Central America in San Salvador on 25-26 September 2019
- Renpower Jordan and Lebanon in Amman on 16-17 October 2019
- Renpower Ethiopia in Addis Ababa on 24 October 2019
Phone: 0032 2 662 16 12 / USA Office Tel.: 001 407 985 2256
Email: administration@euroconventionglobal.com
Website: www.euroconventionglobal.com

World Manufacturing Forum Annual Meeting

Scope: Manufacturing
Location: Italy
Date: 25 - 27 September 2019
Email: staff@confindustria.lombardia.it
Website: http://registrations.worldmanufacturingforum.org/

3rd SFDA Annual Conference & Exhibition

Scope: Consumer Engagement & Consumer-Centered Regulations
Location: Riyadh - KSA
Date: 30 September - 02 October 2019
Phone: 00966114640321 ext. 24
Email: exhibitions@city-advr.com
Website: www.sfdacnf.com

Crans Montana Forum

Scope: Global Security
Location: Kosovo
Date: 16 - 19 October 2019
Phone: 003797707000
Fax: 003797707040
Email: info@montana30.org
Website: www.newleaders-cransmontana.org

8th International Natural Gas Congress and Fair (INGAS 2019)

Scope: Energy and Gas
Location: Turkey
Date: 17 - 18 October 2019
Phone: 0090 312 438 38 11 ext:17
0090 212 873 00 85
Fax: 0090 312 438 36 82
0090 212 873 00 82
Email: melike@hhbexpo.com.tr
Website: www.ingas.istanbul

11th Arab Austrian Economic Forum

Scope: Economic
Location: Vienna - Austria
Date: 23 October 2019
Email: sec2@uac.org.lb

3rd Edition-Arab Trade & Export Finance Conference

Scope: Trade & Export
Location: Dubai - U.A.E.
Venue: Holiday Inn - Dubai Festival City
Date: 23-24 October 2019
Phone: 0020222752189
Email: auied@auied.com
Website: www.atefconf.com

Governing Rules to Facilitate Trade and its Economic Consequences on the Arab and International Levels

Scope: Trade
Location: Cairo - Egypt
Date: 27-28 October 2019
Phone: 01203411979 / 01553044062 / 01016900798
Email: info@himayacenter.com / inf.himayacenter@outlook.com
Website: www.himayacenter.com

4th EU-Arab World Summit

Scope: Economic

Location: Athens - Greece
Venue: Megaron, The Athens Concert Hall
Date: 29-30 October 2019
Phone: 0030 210 7289000
Email: m.tsatsi@tsomokos.gr
Website: www.euroarabsummit.com

The Belt and Road Global Chambers of Commerce and Associations Conference(GCCAC)

Scope: Global Investment
Location: China
Venue: Beijing International Hotel Convention Center
Date: 29-30 October 2019
Phone: 008613695892636
Fax: 00861065361899
Email: gccac@huanqiu.com

Lebanese German Business and Investment Forum

Scope: Investment
Location: Berlin - Germany
Date: 30 October 2019
Phone: 00493027890711
Email: ghorfa@ghorfa.de

18th Arab Businessmen and Investors Conference

Scope: Economic
Location: Manama - Kingdom of Bahrain
Date: 11-13 November 2019
Phone: 009611826020/2 or 0097317380009/0097317380083
0097317380123
Fax: uac@uac.org.lb / bcci@bcci.bh
Website: www.uac-org.org / www.bcci.bh

Going Global Live 2019

Scope: Global Trade
Location: London - U.K.
Date: 27-28 November 2019
Website: http://www.goinggloballive.co.uk/index.asp

BUSINESS OPPORTUNITIES

Paradisefruit Istanbul

Activity: Organic Fruits & Vegetables
Looking for Importers
Location: Turkey
Email: paradisefruit.eu@mail27.us4.mcsv.net

Eryap Grup

Activity: Construction Material/ Looking for Importers
Location: Turkey
Phone: 00902163285454
Fax: 00902163285484
Email: Buket.Danis@eryapgrup.com.tr
Harun.Ozdil@eryapgrup.com.tr
Website: www.bonusyalitim.com.tr

Filos Holiday & Travel

Activity: Travel & Tourism/ Looking for Investors
Location: Greece
Phone: 00302310850115
Email: info@filostravel.gr
sales.marketing@filostravel.gr
Website: www.filostravel.gr

ECOROOTS

Activity: Refrigerators / Looking for Importers
Location: Greece
Phone: 00302106846485
Email: eliane.papadopoulos@ecoroots.gr
Website: www.ecoroots.gr

Haier Corp. Ltd.

Activity: Home Appliances/ Looking for Investors
Location: China
Phone: 0086 18340875091
Email: cuiyu.1169@haier.com
Website: www.haier.net

V-Flo Group & China Bidders

Activity: Marketing Platform/ Looking for Investors
Location: China
Phone: 0086-10-51906628-810
Fax: 0086-10-88580150
Email: export@v-flo.com
Website: www.v-flo.com

Sany Group Ltd.

Activity: Construction Machinery/
Looking for Importers
Location: China
Phone: 0086 18145979471
Email: sunzj4@sany.com.cn
husam2511@aliyun.com
Website: www.sanygroup.com

Qadisha Group

Activity: Management Consulting
Looking for Partners
Location: China
Phone: 0086 15022529775
Email: mfaddoul@qadishagroup.com
Website: www.qadishagroup.com

Matrix Comsec

Activity: IP Video Surveillance, Access Control,
Time-Attendance & Telecom Solutions
Looking for Importers
Location: India
Phone: 0091 7227882600
Email: aniket.gandhi@matrixcomsec.com
Website: www.MatrixComSec.com

Fresh from Uganda

Activity: Organic, Conventional Food & Essential Oil
Extracts / Looking for Importers
Location: Uganda
Phone: 00256776200002/ 752200003
Email: albert@freshfromuganda.com
cs@freshfromuganda.com

AGRARCO

Activity: Agriculture/ Looking for Importers
Location: Azerbaijan
Phone: 00994123100251
Fax: 00994123100351
Website: www.agrarco.az

A+Co

Activity: Alcoholic Beverages/ Looking for Importers
Location: Azerbaijan
Phone: 00994123494055
Fax: 00994123494055
Email: gm-252@mail.ru
Website: www.aplusco.az

Neon

Activity: Wheat Flour, Bran, Pasta, Vermicelli, Bread &
Feed/ Looking for Importers
Location: Azerbaijan
Phone: 0099422575722
Email: neonarif@mail.ru

Board PAC

Activity: Paperless Board Meeting Automation Solutions/
Looking for Partners
Location: Sri Lanka
Phone: 0094112300500
Email: info@boardpac.co
Website: www.boardpac.co

Spillburg Holdings (Private) Ltd.

Activity: Business Advisory/ Looking for Partners
Location: Sri Lanka
Phone: 0094112336116
Fax: 0094112529309

Directeur responsable: Rabih Sabra

Conseiller économique: Roger Khayat

Rédacteur: Marilyne Jallad.

Coordinateurs: Irene Habib Ballouz,

Roula Itani Younes,

Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,

Rue 1 Justinien, Sanayeh

PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban

econews@ccib.org.lb

Hotline: 1314 ext: 14

T: 961 1 353 390 ext: 14

SANAYEH HEADQUARTER

T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH

T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH

T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH

T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb



EXHIBITIONS

11th Edition- Paper Middle East 2019

Industry: Paper & Packaging
Location: Cairo – Egypt
Venue: Egypt International Exhibition Center
Date: 18 - 20 September 2019
Phone: 0020226712287
Email: info@nilefairs.com
Website: www.papermiddleeast.com
www.tissueme.com

Erbil International Exhibition

Industry: Global
Location: Erbil - Iraq
Date: 30 September – 03 October 2019
Phone: 009647505800243
Email: info@ipiraq.com
info@erbilfair.com
Website: www.erbilfair.com

Polagra Food

Industry: Food
Location: Poland
Venue: Poznan
Date: 30 September – 03 October 2019
Website: www.polagra-food.pl/en/

Belarussian Transport Week Transport and Logistics

Industry: Logistics
Location: Minsk – Belarus
Venue: JSC "Technics & Communications"
Date: 01-03 October 2019
Phone: 00375173060606
Email: transport@tc.by

Nineveh Shopping Festival

Industry: Global
Location: Nineveh Governorate - Iraq
Date: 01-12 October 2019
Phone: 009647834922950
Email: info@alaridh.com

Medicine and Health

Industry: Health
Location: Minsk – Belarus
Venue: CJSC "Minsk Expo"
Date: 02-04 October 2019
Phone: 00375172269084/
00375172269192
Email: bsn@minskexpo.com

BeITextIndustry

Industry: Textile and Light
Location: Minsk – Belarus
Venue: NEC "BelExpo"
Date: 02-04 October 2019
Phone: 00375173342678
Email: edu@belexpo.by

Beauty Istanbul 2019

Industry: Beauty
Location: Istanbul - Turkey
Venue: Istanbul Congress Center
Date: 02-04 October 2019
Phone: 0090 212 222 90 60
Fax: 0090 212 603 31 34
Email: info@beautyistanbul.com.tr
Website: www.beauty-istanbul.com

World Halal Expo

Industry: Halal Products
Location: Jeddah – KSA
Venue: Jeddah International Exhibition and Convention Center
Date: 03-07 October 2019
Phone: 00966 55 002 0023
00966 55 304 5165
Email: expo@worldhalalcentre.com.sa

REVADE

Industry: Investment
Location: Algeria
Date: 07-10 October 2019
Phone: 0021321662538088 /
0021321966666
Fax: 0021321967070 /
Email: info@revade.dz

XXII Belarussian Energy and Environmental Forum / Expolight

Industry: Power Engineering, Ecology & Energy Saving / Water, Oil & Air Technology
Location: Minsk - Belarus
Date: 08-11 October 2019
Phone: 00375173060606
Email: energy@tc.by

Motherhood & Childhood/ Happiness in the Double

Industry: Mother and Child Goods/ Twins Goods
Location: Minsk - Belarus
Date: 11-13 October 2019
Phone: 00375173143430/8

Email: ivanova@expoforum.by

Furniture 2019

Industry: Furniture
Location: Minsk - Belarus
Date: 09-12 October 2019
Phone: 00375173346758
Email: mebel@belexpo.by

EDUEXPO / CAREER

Industry: Education / Career
Location: Azerbaijan
Date: 10 – 12 October 2019
Phone: 00994124474774
Fax: 00994124478558
Email: office@ceo.az
Website: www.ceo.az

Agri Levante

Industry: Machinery, Plants and, Technologies for Agricultural Productions
Location: Bari- Italy
Venue: Exhibition Centre of Fiera del Levante
Date: 10 – 13 October 2019
Website: https://www.agri Levante.eu/en/index.php

Megavino

Industry: Wine
Location: Brussels – Belgium
Date: 11 – 13 October 2019
Phone: 0032(0)28084171 /
0032(0)474439126
Email: info@megavino.be/
jrebello@conceptum.eu

Exhibition PolyMex

Industry: Polymer and Plastic
Location: Riyadh - Saudi Arabia
Date: 14 – 16 October 2019
Phone: 0096653444345
Email: info@efexc.com
Website: http://efexc.com/polymex-en.pdf

Weldex

Industry: Welding Materials, Equipment and Technologies
Location: Moscow - Russia
Date: 15 – 18 October 2019
Phone: 007 (499) 750 08 28
Email: weldex@ite-russia.ru
Website: www.weldex.ru

Dentistry of Belarus

Industry: Dentists Products
Location: Minsk - Belarus
Date: 16-18 October 2019
Phone: 00375173060606
Email: medica@tc.by

Trade Expo Indonesia 2019

Industry: Global
Location: Indonesia
Venue: Indonesia Convention Center
Date: 16 – 20 October 2019
Phone: 009615924676 / 82
Email: Beirut.kbri@kemlu.go.id
kbri.beirut@gmail.com

Build Expo

Industry: Construction
Location: Athens - Greece
Venue: Metropolitan Expo
Date: 18 – 20 October 2019
Phone: 00902322767555
00905314063839
Email: info@alkaramtrade.com
fairs@alkaramtrade.com
Website: www.alkaramtrade.com

Minex

Industry: Mining Machinery and Technologies
Location: Izmir - Turkey
Date: 18 – 21 October 2019
Phone: 0097059555051
Email: expoizmirtr@gmail.com

HOST 2019

Industry: Hospitality
Location: Milan - Italy
Date: 18 – 22 October 2019
Phone: 0097143388008
Email: aditee@oriensconsulting.com
Website: www.fieramilano.it

The 4th International Fisheries Industry Exhibition (IFEX)

Industry: Fishery
Location: Tehran - Iran
Venue: Tehran International Permeant Fairgrounds
Date: 21 – 24 October 2019
Phone: 00985136068262, 36068264, 36068268

Fax: 00985136055477

Website: www.sohatoos.com

25th China Yiwu International Commodities Fair 2019

Industry: Global
Location: China
Venue: Yiwu International Expo Center
Date: 21 – 25 October 2019
Phone: 008657985415888
Website: http://en.yiwufair.com/buyer

International Franchise Exhibition

Industry: Franchise
Location: Abou Dhabi – U.A.E.
Date: 22– 23 October 2019
Phone: 0097126177519
Email: lfce-ade@adcci.gov.ae

Fruit Attraction

Industry: Fruits and Vegetables
Location: Madrid - Spain
Date: 22– 24 October 2019
Phone: 0034 91 722 57 39
Email: raul.calleja@ifema.es
Website: http://fruitattraction.com

Wood Working

Industry: Wood & Furniture
Location: Minsk - Belarus
Date: 22-25 October 2019
Phone: 00375172269084 /
00375172269192
Email: derevo@minskexpo.com

The 39th International Hotel Supplies Exhibition

Industry: Hotel Supplies
Location: Cairo - Egypt
Date: 28 – 31 October 2019
Phone: 0020222619160
Email: info@hace.com.eg
Website: www.hace.com.eg

Car Service Mechanics /Road Construction

Industry: Automobile Mechanics and Components
Location: Minsk - Belarus
Date: 29-31 October 2019
Phone: 00375172269084 /
00375172269192
Email: belagro@telcom.by

46th International Exhibition of Baghdad

Industry: Global
Location: Baghdad – Iraq
Date: 01 – 10 November 2019
Phone: 009647800728276
Email: iraqifairs@gmail.com
Interior.fairs@yahoo.com
Website: www.fairs.iq

Silk Road Exhibition

Industry: Global Investment
Location: Doha – Qatar
Venue: Doha Exhibition & Convention Center
Date: 03 – 05 November 2019
Phone: 00974 44660036
Email: marketing@alsharqmedia.com

The 2nd China International Expo 2019

Industry: Global
Location: China
Date: 05 – 10 November 2019
Phone: 00862167008870 / 67008898
Fax: 00862167008811
Website: www.cie.org

Middle East Beauty and Fashion

Industry: Beauty, Fashion and Jewelry
Location: Erbil - Iraq
Date: 07 – 11 November 2019
Phone: 009647504490485 /
00964662554455
Email: info@eraarbo.com
info@erbilfair.com
Website: www.erbilfair.com

Cyprus Horeca Expo 2019 - Food Panorama Expo and Oinoyeuseis 2019

Industry: Food, Beverages & Hospitality
Location: Nicosia - Cyprus
Venue: International State Fair
Date: 09 – 10 November 2019
Phone: 0035722256915 / 0035722633363
Email: kchristodoulou@unityexpo.eu
Website: www.foodpanoramaexpo.com

Foodex Saudi

Industry: Food & Beverages
Location: Jeddah – K.S.A.
Date: 11 – 14 November 2019
Phone: 00966126682626 ext 229 or 243
Email: Mohamed.talaat@reedsunaidiex-

po.com/ roa.alhazmi@reedsunaidiexpo.com

6th Edition Salon Du Chocolat / 9th Beirut Cooking Festival Chocolate / Cooking

Location: Beirut - Lebanon
Venue: Seaside Arena
Date: 14 – 16 November 2019
Phone: 009611480081 ext 224
Email: participate@hospitalityservices.com.lb

Logitrans 2019

Industry: Transport Logistics
Location: Istanbul - Turkey
Date: 13 – 15 November 2019
Phone: 00902122669158
Fax: 00902122669163
Email: eko@logitrans.com.tr
Website: www.logitrans.com.tr

Food & Beverages –Food & Hospitality East Africa 2019

Industry: Food, Processing & Packaging
Location: Nairobi - Kenya
Venue: Sarit Expom Centre
Date: 15 – 17 November 2019
Website: http://www.africanfairs.com/food-bevken_txt/foodbev.php

Al Hilla Shopping Festival

Industry: Global
Location: Babylon Province
Date: 17 – 27 November 2019
Phone: 009647834922950
Email: info@alaridh.com

Istanbul Light

Industry: Lighting & Electrical Equipment
Location: Istanbul – Turkey
Venue: Istanbul Expo Center
Date: 18 – 21 November 2019
Phone: 0090 216 425 63 00
Email: info@istanbulilight.com

The 3rd Iran International Meat Exhibition (MeatEx)

Industry: Meat
Location: Tehran - Iran
Venue: Tehran International Permeant Fairgrounds
Date: 19 – 22 November 2019
Phone: 00985136068262, 36068264, 36068268
Fax: 00985136055477
Website: www.sohatoos.com

International Nature's Taste Food Exhibition

Industry: Dried Fruit, Saffron & Medicinal Plants
Location: Tehran - Iran
Venue: Tehran International Permeant Fairgrounds
Date: 19 – 22 November 2019
Phone: 00985136068262, 36068264, 36068268
Fax: 00985136055477
Website: www.sohatoos.com

Salon International des Travaux Publics

Industry: Global
Location: Algeria
Venue: Palais Des Expositions Pin Maritimes
Date: 19 – 23 November 2019
Phone: 00213 (0)21 21 01 23/30
Fax: +213 (0) 21 21 06 30 /21 21 05 40
Website: www.safex.dz

AGROPACK & CONSUMEXPO

Industry: Food, Packaging & Agriculture
Location: Erbil - Iraq
Venue: Erbil International Fair Ground
Date: 20 – 23 November 2019
Phone: 0090 212 272 61 20
Email: info@agro-pack.com
Website: www.agro-pack.com

2nd Edition-Africa Bee Expo

Industry: Agriculture
Location: Tunisia
Date: 28 November – 01 December 2019
Phone: 002167223287
Email: africa.bee52@gmail.com

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Private Sector
Lobbying

Training
adapted to your
needs

Networking
and Business
Opportunities

Arbitration and
Mediation for
Business Conflicts

Export Support
and Economic Info

ATA and TIR
carnets to facilitate
your trade

**Become a member
and benefit from
our services**

www.ccib.org.lb



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان